

Table des matières

Table des matières.....	1
1. Introduction.....	2
2. Les tendances mondiales par indicateur.....	5
2.1. La répartition de la main d'œuvre en fonction du niveau d'éducation.....	5
2.2. La répartition du chômage en fonction du niveau d'instruction.....	7
2.3. Le taux de chômage en fonction du niveau d'instruction.....	9
2.4. Pourcentage de jeunes qui ne travaillent pas, ne suivent pas d'études ni de formation (NEET).....	12
3. L'impact de l'éducation sur les résultats sur le marché du travail.....	14
3.1. Chômage et éducation.....	14
3.2. Productivité de l'emploi et éducation.....	16
3.3. Taux d'emploi et éducation.....	17
3.4. Pourcentage de salariés et éducation.....	18
4. La situation actuelle dans 12 pays sélectionnés.....	20
4.1. Les données relatives aux quatre indicateurs pour la dernière année pour laquelle on dispose de données.....	20
4.2. Comparaison du niveau d'éducation avec d'autres indicateurs clés du marché du travail.....	24
4.3. Les lacunes qui subsistent dans l'éducation.....	28
4.3.1. La persistance de faibles niveaux d'instruction.....	28
4.3.2. Les disparités entre les groupes de population.....	28
4.3.3. L'attention aux facteurs qualitatifs et aux domaines d'études.....	30
5. Conclusion.....	32
Références.....	33
Annexe.....	35

Éducation et marché du travail : une analyse des tendances mondiales avec les ICMT¹

1. Introduction

L'éducation et la formation sont au cœur de tous les efforts visant à augmenter la productivité d'un pays et à améliorer les chances de la population d'accéder à l'emploi, et surtout d'accéder à un emploi de qualité. Le niveau de scolarité et les compétences de la force de travail ont clairement un impact tant au niveau individuel qu'au niveau national. Pour élaborer des politiques efficaces, il est donc nécessaire de comprendre les interactions entre les tendances de l'éducation et celles du marché du travail, et la façon dont les deux influencent le bien-être individuel et national.

On associe généralement niveau d'éducation élevé et réussite sur le marché du travail car il augmente, pour les personnes qui ont un niveau d'instruction élevé, les chances d'entrer sur le marché du travail à un poste plus élevé et d'être protégées du chômage. Le chômage des personnes ayant un niveau d'éducation élevé peut dans certains cas refléter leurs réticences à se contenter d'emplois inférieurs à ceux qui leur semblent appropriés à leur niveau de qualification. Le niveau d'instruction a une influence sur les résultats obtenus sur le marché du travail en facilitant l'accès à l'emploi, et en améliorant la qualité de l'emploi et des conditions de travail. Plus le niveau d'éducation est haut, plus les salaires sont élevés. Même les personnes surqualifiées (celles dont l'emploi requiert un niveau de compétences inférieur à celui qu'elles possèdent) gagnent globalement plus que les personnes qui font le même travail mais dont les qualifications correspondent juste à celles requises par leur emploi (Rubb, 2013).

Le niveau d'instruction influence également d'autres aspects essentiels des conditions de travail, comme le type de contrat et l'aménagement du temps de travail. Les travailleurs qui ont un niveau d'éducation élevé peuvent plus facilement négocier des conditions d'emploi plus satisfaisantes dans ces domaines. Toutefois, sur les marchés du travail très segmentés, lorsque le travail occasionnel et les contrats temporaires sont nombreux et les contrats d'emploi formel assez rares, le capital humain peut servir de monnaie d'échange pour obtenir la sécurité de l'emploi. Dans ce genre de contexte, les travailleurs dont les qualifications sont supérieures à leur poste occupent plus souvent des emplois permanents que des emplois temporaires. (Ortiz, 2010). L'instruction peut donc, dans une certaine mesure, protéger de l'emploi vulnérable. Une étude a constaté que les jeunes dont le niveau d'instruction ne dépasse pas l'enseignement primaire sont plus souvent dans l'emploi vulnérable que dans l'emploi non vulnérable (Sparreboom and Staneva, 2014).

Au niveau national, il existe une corrélation positive entre la proportion d'adultes au niveau d'instruction élevé dans la main d'œuvre d'un pays et le revenu par habitant de ce pays (OCDE et Statistique du Canada, 2000 ; Holland, Liadze, Rienzo and wilkinson, 2013). Une étude portant sur 18 pays en développement a montré que dans la plupart des pays analysés, l'augmentation du taux d'alphabétisation national s'était accompagnée d'une augmentation du taux de croissance économique nationale. Ce qui signifie que le capital humain a un impact statistiquement positif sur la croissance économique (Vinod and Kaushik, 2007). En outre, l'augmentation du niveau d'instruction est associé à une réduction des inégalités de revenus, et les dépenses nationales (par étudiant) dans l'éducation influencent fortement la répartition des revenus d'un pays (Keller, 2010).

¹ L'analyse de cette question a été préparée par Rosina Gammarano et Yves Perardel avec le soutien des collègues du Département de statistique. Laura Brewer, Sara Elder, Lawrence Jeff Johnson, Sangheon Lee, Sandra Polaski et Theo Sparreboom y ont apporté de précieux commentaires.

Les études sur ces interactions essentielles entre éducation et marchés du travail ciblent généralement les économies développées. On en sait moins sur les dynamiques correspondantes dans le monde en développement ; cependant, la constatation de Keller précédemment citée est particulièrement marquée dans les pays moins développés. Comme le niveau d'instruction reste comparativement faible dans de nombreux pays en développement, il est essentiel d'explorer ces interactions (OIT, 2015).

Voilà pourquoi la neuvième édition des indicateurs clés du marché du travail (ICMT) comprend quatre indicateurs qui examinent directement les interactions entre éducation et marché du travail, et présente des séries chronologiques pour un grand nombre de pays à tous les stades de développement. Ces quatre indicateurs correspondent au tableau 14a, qui porte sur la main d'œuvre en fonction du niveau d'instruction, ventilée en fonction du sexe et du groupe d'âge (le total, les jeunes et les adultes) ; au tableau 14b, qui porte sur le chômage en fonction du niveau d'éducation, ventilé en fonction du sexe et du groupe d'âge ; au tableau 14c, qui montre le taux de chômage en fonction du niveau d'éducation, ventilé en fonction du sexe et du groupe d'âge ; et au tableau 10c, qui montre les taux des personnes qui ne travaillent pas, ne suivent pas d'études ni de formation (NEET), ventilées par sexe.

Dans l'ensemble de ce chapitre, nous utilisons les nombreuses données figurant dans la neuvième édition des ICMT pour explorer les interactions entre éducation et marché du travail, et plus précisément, si ces interactions supposées entre niveau d'instruction et résultats sur le marché du travail sont confirmées par les données disponibles. L'avantage des ICMT, c'est qu'ils nous permettent de mener cette étude au niveau mondial, en révélant les tendances pour les économies développées et les économies en développement, et les différences entre régions.

La section 2 de ce chapitre commence cette exploration en analysant les tendances observées au cours des 10 à 15 dernières années pour les quatre indicateurs susmentionnés, pour tous les pays pour lesquels on dispose de ces données. Il en ressort une vue d'ensemble de l'évolution récente du niveau d'éducation de la main d'œuvre dans le monde. La section 3 examine de plus près les interactions entre éducation, résultat sur le marché du travail et performance économique, en comparant les quatre indicateurs liés à l'éducation à d'autres indicateurs des ICMT, la productivité du travail (tableau 16a), le taux d'emploi (tableau 2b) et la situation dans la profession (tableau 3).

La section 4 examine ces mêmes indicateurs, en se concentrant plus en détail sur un groupe de 12 pays. Ces pays ont été choisis de façon à représenter tous les groupes de revenus, définis dans la classification des pays en fonction de leurs revenus de la Banque mondiale (à partir du revenu national brut par habitant), à savoir les économies à faible revenu, les économies à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, les économies à revenu intermédiaire supérieur, et les économies à revenu élevé. Les données de ces 12 pays sont disponibles dans les ICMT, et ce groupe couvre également toutes les régions du monde. La section 5 propose une brève conclusion.

Encadré 1.1 Les données sur le marché du travail et l'éducation. Les problèmes statistiques.

L'utilisation des données relatives à l'éducation, et notamment des données du marché du travail en lien avec l'éducation, présente un certain nombre de défis. Le premier est lié à la disponibilité des données. Il est préférable, pour obtenir ce type de données, d'utiliser comme source l'enquête sur la main d'œuvre, car elle fournit des informations fiables sur le niveau d'éducation atteint et la situation des personnes vis-à-vis du marché du travail. Il est également possible d'utiliser d'autres types d'enquêtes auprès des ménages et des recensements de population pour en dériver ces données. Ce qui signifie qu'il peut être difficile d'obtenir des statistiques fiables et fréquentes sur le niveau d'instruction de la main d'œuvre dans les pays qui n'ont pas mis en place d'enquêtes régulières sur la main d'œuvre ni d'enquêtes auprès des ménages.

Un autre des défis a trait à la comparabilité internationale des statistiques sur l'éducation. La configuration du système national d'éducation, les niveaux d'instruction exigés sur le lieu de travail et même les traditions en matière d'enseignement dépendent fortement du contexte national. Certes, il existe une classification internationale type reconnue des niveaux d'éducation (la classification internationale type de l'éducation, dont la dernière version remonte à 2011), mais on ne peut en déduire que les catégories d'éducation utilisées au niveau national correspondent toujours exactement aux catégories de cette classification type.

La façon de définir le niveau d'instruction d'une personne peut également prêter à confusion. Dans l'idéal, quand on fait des comparaisons entre les pays, toutes les données devraient faire référence au niveau d'éducation le plus élevé qui a été achevé, plutôt que le niveau d'études que suit la personne actuellement, ou le niveau qu'elle a commencé, mais qu'elle n'a pas réussi à terminer. Cependant, étant donné que les données sont habituellement dérivées des enquêtes auprès des ménages, tout dépend inévitablement de l'interprétation par chacune des personnes interrogées de la définition utilisée.

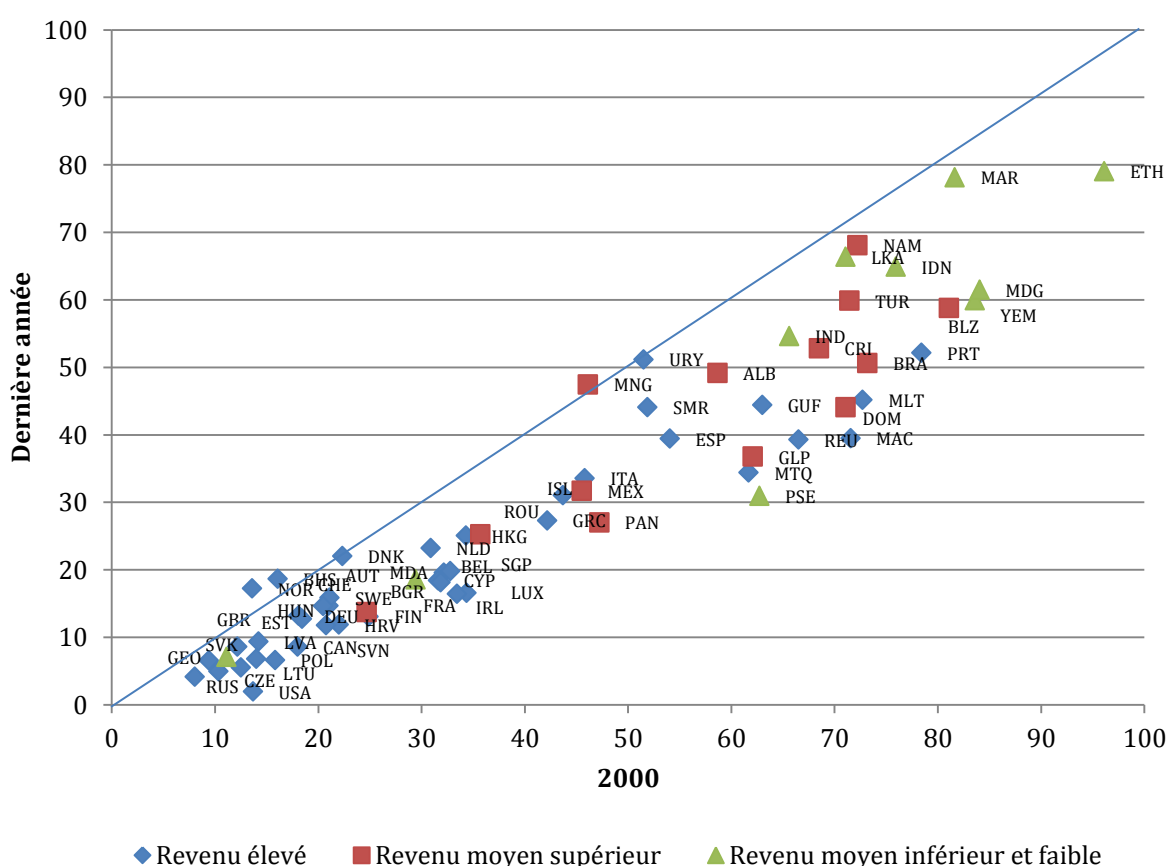
2. Les tendances mondiales par indicateur

Dans cette section, nous présentons les quatre indicateurs ICMT qui sont au cœur de notre analyse. Nous commençons par comparer, pour tous les pays pour lesquels nous disposons de données, la situation en 2000 (ou l'année la plus proche disponible) à l'année la plus récente disponible.² L'objectif est de comprendre les changements intervenus ces 15 dernières années, et de mettre en évidence les tendances de ces indicateurs clés.

2.1. La répartition de la main d'œuvre en fonction du niveau d'éducation

Le tableau 14a des ICMT fournit des données sur la répartition de la main d'œuvre en fonction du niveau d'éducation. La figure 2.1 porte précisément sur le pourcentage de la main d'œuvre dont le niveau d'instruction ne dépasse pas l'enseignement primaire.

Figure 2.1 Pourcentage de la main d'œuvre dont le niveau d'éducation ne dépasse pas l'enseignement primaire



Note : dans tous les diagrammes de dispersion de ce chapitre, on utilise le code ISO 3166 alpha-3 pour nommer les pays. La liste complète de ces codes figure en annexe à la fin de ce chapitre et est également accessible à l'adresse : <https://www.iso.org/obp/ui/#search>

Source: ICMT, 9e édition, tableau 14a, âge + de 15 ans, 1997-2004 et la dernière année disponible après 2009.

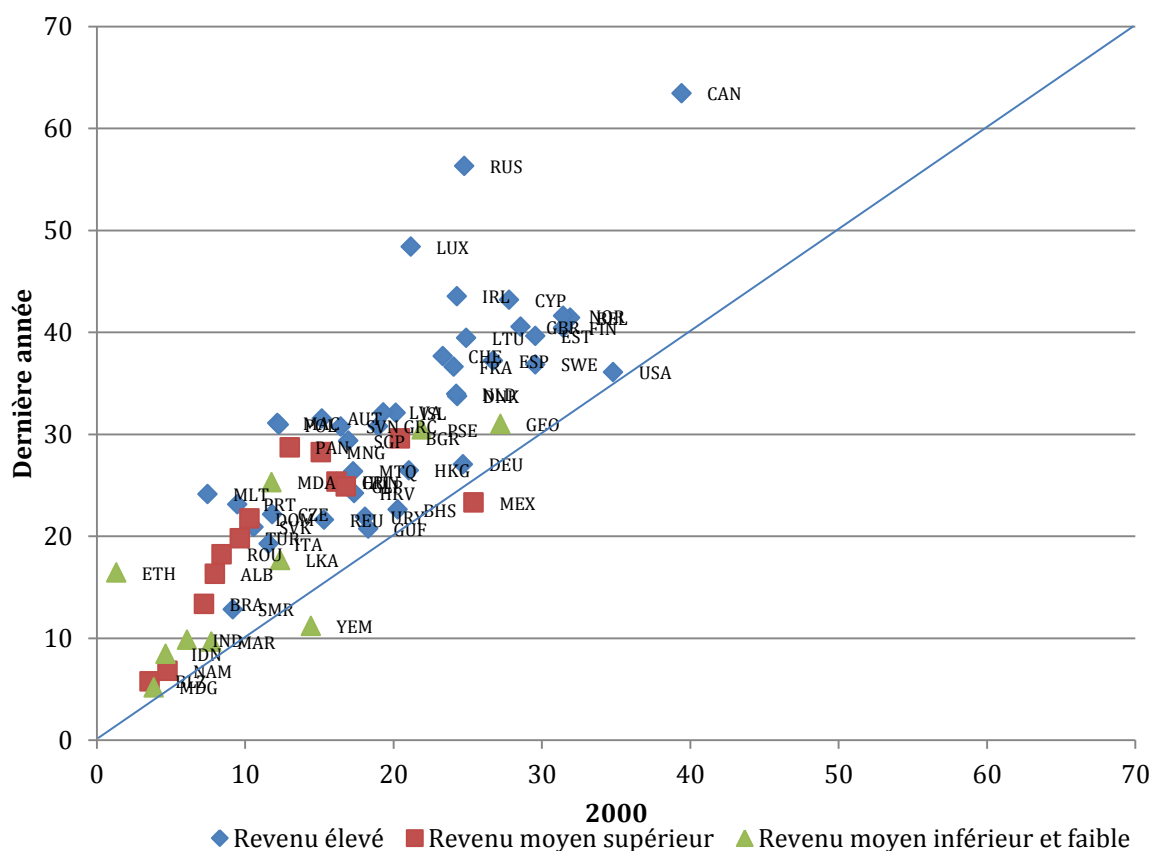
La principale constatation est que dans le monde entier, le niveau d'éducation de la main d'œuvre s'améliore. Sur les 64 pays pour lesquels on dispose de données, seul trois ont vu augmenter le pourcentage de la main d'œuvre dont le niveau d'éducation ne dépasse pas l'enseignement primaire.

² En cas d'absence de données pour l'année 2000, nous avons choisi l'année la plus proche entre 1997 et 2004 pour laquelle les données étaient disponibles. La dernière année disponible est toujours postérieure à 2009.

Dans les économies développées, la situation ne semble pas avoir changé de façon appréciable. Dans la plupart de ces pays, la part de la main d'œuvre qui n'a pas été au-delà de l'enseignement primaire était déjà très faible en 2000, et elle n'a baissé que de façon modérée au cours des 15 années suivantes. A l'inverse, dans les économies à revenu intermédiaire supérieur, les économies à revenu faible et les économies à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, la tendance a été à une amélioration plus significative, même en partant du niveau d'éducation le plus bas. La baisse du pourcentage de la main d'œuvre qui n'a pas dépassé le niveau de l'enseignement primaire est particulièrement frappante à Macao (Chine) et dans le Territoire palestinien occupé, avec une baisse d'environ 30 points de pourcentage. Le corollaire étant, bien sûr, l'augmentation du pourcentage de la population qui a atteint un niveau d'éducation plus élevé.

Il est également essentiel d'étudier les changements qui sont intervenus dans le pourcentage de la main d'œuvre qui a un niveau d'éducation plus élevé, afin d'établir les niveaux d'instruction qui ont été atteints grâce à la baisse du pourcentage de travailleurs dont le niveau d'instruction ne dépassait pas l'enseignement primaire – notamment combien de gens atteignent le niveau de l'enseignement supérieur. L'augmentation du pourcentage de personnes dans la main d'œuvre qui ont achevé un cycle d'enseignement supérieur pourrait faciliter l'expansion de la production de produits et de services à forte valeur ajoutée et accélérer l'augmentation de la productivité, ce qui soutiendrait la croissance économique et le développement. Voilà pourquoi la figure 2.2 montre les modifications intervenues au niveau de l'enseignement supérieur.

Figure 2.2 Pourcentage de la main d'œuvre qui a achevé un cycle de l'enseignement supérieur



Source: ICMT, 9e édition, tableau 14a, âge + de 15ans, 1997-2003 et la dernière année disponible après 2009.

En accord avec les tendances observées dans la figure 2.1, la figure 2.2 reflète elle aussi une amélioration générale du pourcentage de la main d'œuvre qui a achevé un cycle d'enseignement

supérieur. Sur les 64 pays pour lesquels on disposait de données, 62 ont connu une augmentation : c'est le Canada, le Luxembourg et la Fédération de Russie qui ont connu les augmentations les plus fortes, avec une augmentation de plus de 20 points de pourcentage, ce qui place ces pays en tête du classement du pourcentage de la main d'œuvre qui a achevé un cycle de l'enseignement supérieur pour la dernière année disponible. En revanche, deux pays seulement, le Mexique et le Yémen, ont connu une baisse (modeste) du pourcentage de la main d'œuvre qui a achevé un cycle de l'enseignement supérieur.

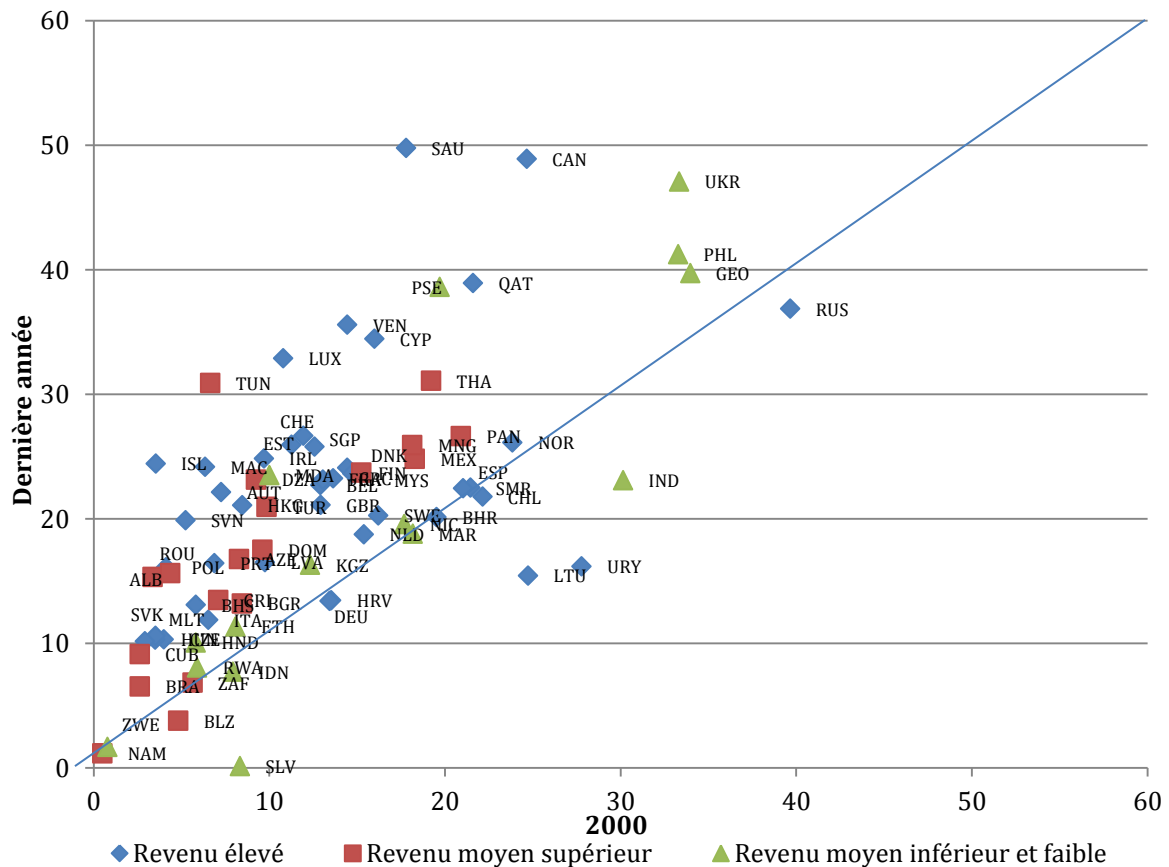
Il faut garder à l'esprit un élément spécifique en examinant les données relatives à l'enseignement supérieur : il s'agit de la différence entre enseignement professionnel et diplômes universitaires, car l'enseignement professionnel joue un rôle significatif dans la croissance de la productivité et de la croissance durable pour de nombreux pays. Toutefois, certains pays considèrent l'enseignement professionnel comme de l'enseignement secondaire, d'autres comme de l'enseignement supérieur, ce qui rend l'analyse d'autant plus difficile.

2.2 La répartition du chômage en fonction du niveau d'instruction

Certes, le niveau d'instruction dans l'ensemble de l'offre de main d'œuvre est un indicateur important pour évaluer les variations du potentiel productif de l'économie, mais s'il n'existe pas suffisamment d'opportunités d'emplois adaptées, il est peu probable que cette amélioration du niveau d'éducation de la main d'œuvre se traduise par des retombées macroéconomiques positives. L'évaluation du profil des chômeurs du point de vue de leur niveau d'éducation et sa comparaison avec celui de la main d'œuvre en général donne des informations importantes sur l'ampleur de l'inadéquation entre l'offre et la demande sur le marché du travail.

Le tableau 14b des ICMT montre la répartition des chômeurs en fonction de leur niveau d'instruction. La figure 2.3 compare pour 76 pays le pourcentage de chômeurs diplômés de l'enseignement supérieur en 2000 (ou l'année la plus proche pour laquelle on dispose de données) à celui de la dernière année pour laquelle on dispose de chiffres.

Figure 2.3 Pourcentage de chômeurs ayant achevé un cycle d'enseignement supérieur

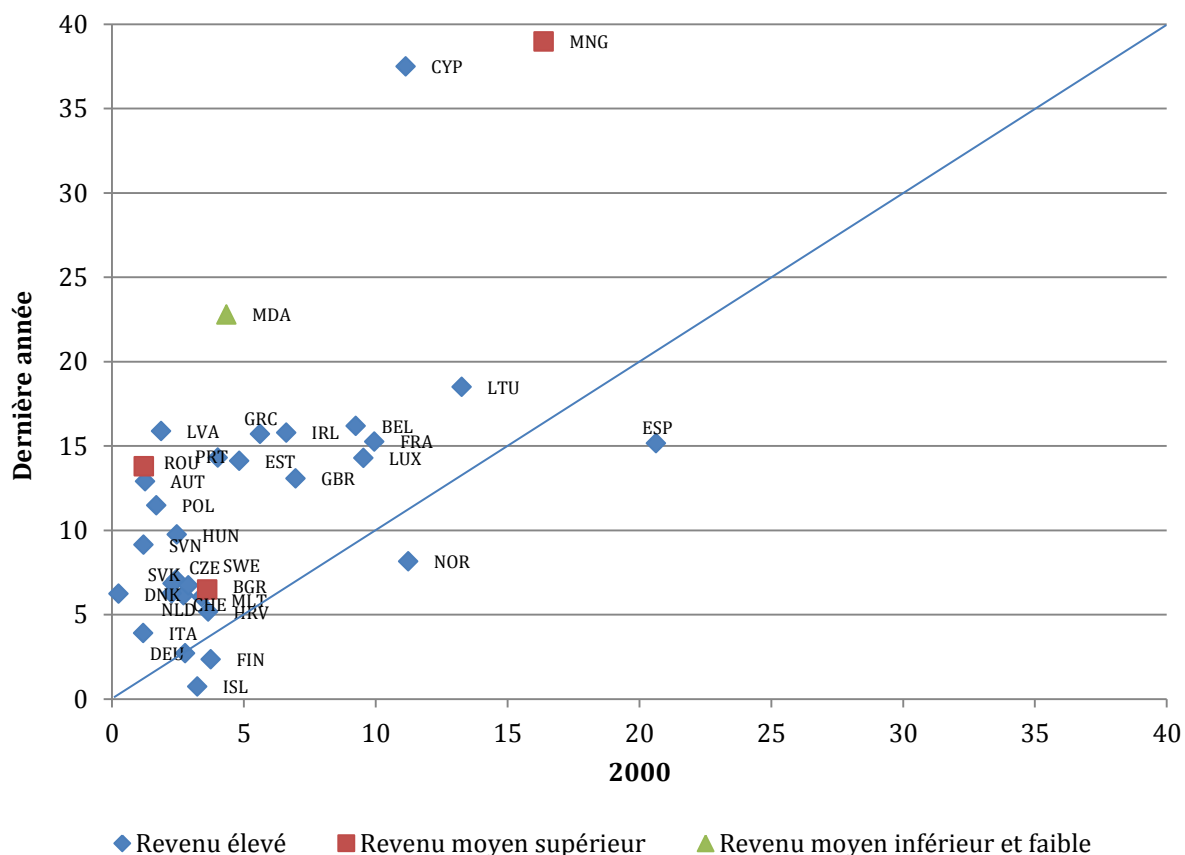


Source: ICMT, 9e édition, tableau 14b, âge + de 15ans, 1997-2003 et la dernière année disponible après 2009.

Le pourcentage de chômeurs ayant achevé un cycle d'enseignement supérieur n'a baissé que dans 10 de ces pays de 2000 à la dernière année pour laquelle on dispose de chiffres. Dans la plupart des pays, l'augmentation du niveau d'instruction de la main d'œuvre s'accompagne d'une tendance à l'augmentation du pourcentage de chômeurs qui ont achevé un cycle d'enseignement supérieur. On peut cependant constater que l'augmentation du niveau d'instruction est une protection de moins en moins efficace contre le chômage. En Arabie saoudite et au Canada, la proportion de chômeurs ayant achevé un cycle d'enseignement supérieur a doublé au cours de ces années. En Tunisie, le pourcentage de chômeurs ayant achevé un cycle de l'enseignement supérieur a considérablement augmenté, il est passé de 6,6 pour cent à 30,9 pour cent.

La figure 2.4 montre la situation des jeunes, et notamment les variations au cours des 10-15 dernières années du pourcentage de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur au chômage.

Figure 2.4 Pourcentage des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur au chômage



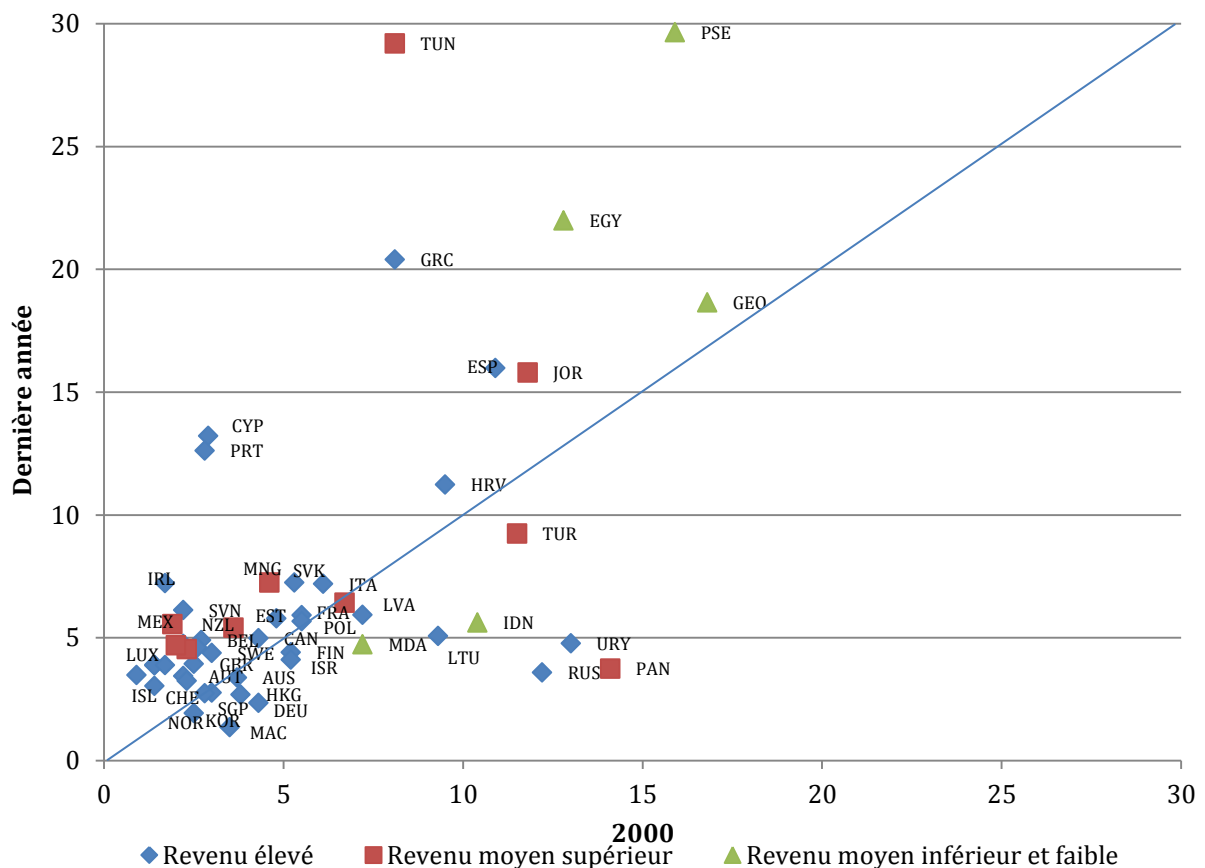
Source: ICMT, 9e édition, tableau 14b, âge 15-24, 1997-2003 et la dernière année disponible après 2009.

Parmi les 33 pays pour lesquels on dispose de données, seuls cinq ont connu une baisse du pourcentage de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur au chômage. La tendance en Espagne mérite d'être remarquée, car le niveau d'éducation élevé semble avoir protégé les jeunes de l'augmentation considérable du chômage durant cette période. En revanche, dans d'autres pays comme la Chypre, Mongolie, et la République de Moldova, les jeunes qui ont un niveau d'instruction élevé semblent confrontés à des obstacles pour trouver un emploi. Ceci pourrait signifier qu'il n'existe pas suffisamment d'emplois spécialisés et de haut niveau technique pour absorber le nombre de travailleurs qualifiés dans la main d'œuvre. Il faut toutefois faire preuve de prudence pour interpréter ces données car les jeunes ne terminent leur enseignement supérieur que vers la fin de la tranche d'âge des jeunes (15-24 ans).

2.3. Le taux de chômage en fonction du niveau d'instruction

Le tableau 14c des ICMT présente les données relatives aux taux de chômage en fonction du niveau d'instruction. Cela permet de mettre en évidence les variations de la demande pour les travailleurs de différents niveaux d'instruction et de qualification. La figure 2.5 porte sur le taux de chômage des personnes ayant achevé un cycle d'enseignement supérieur.

Figure 2.5 Le taux de chômage des personnes ayant achevé un cycle d'enseignement supérieur

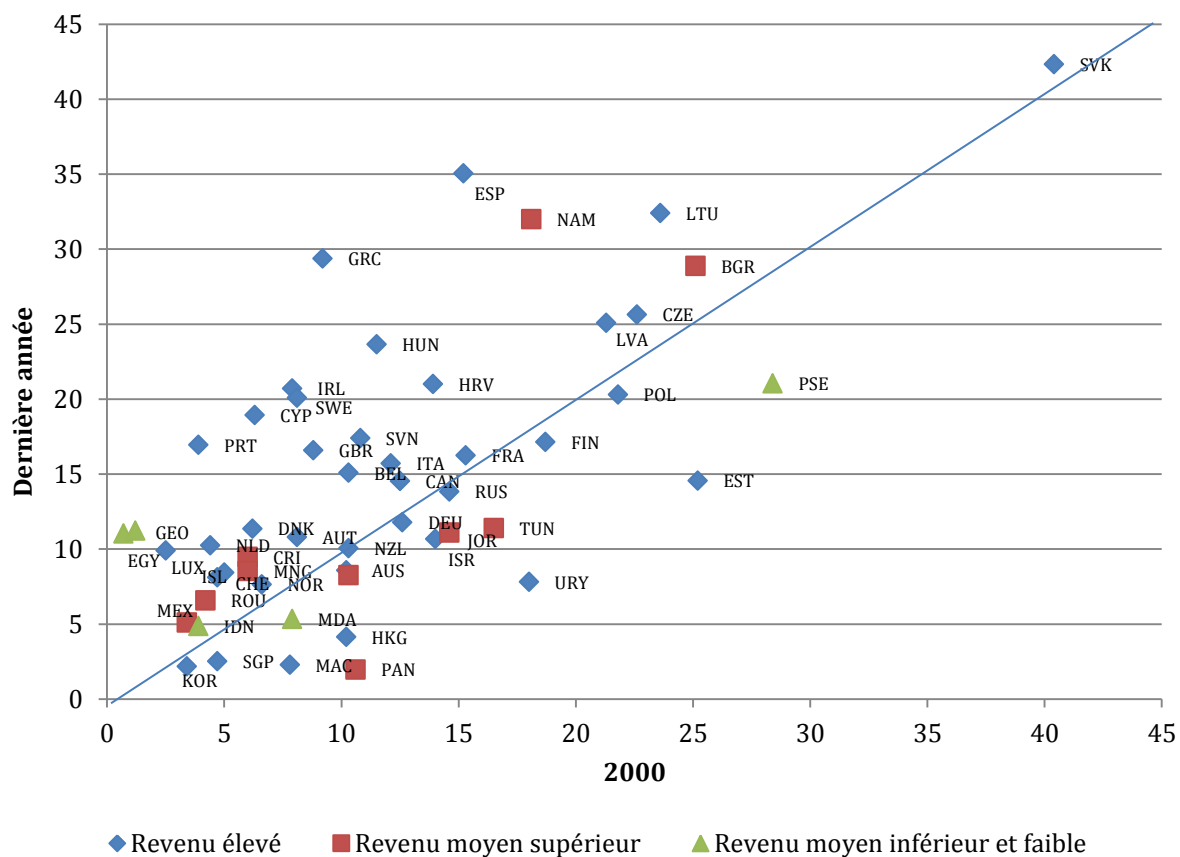


Source: ICMT, 9e édition, tableau 14c, âge+ de 15 ans, 1997-2003 et la dernière année disponible après 2009.

Contrairement aux deux premiers indicateurs étudiés dans ce chapitre, pour lesquels les données des 10 à 15 dernières années montraient une tendance claire, les résultats du taux de chômage des personnes ayant achevé un cycle d'enseignement supérieur sont plus dispersés. Sur les 53 pays pour lesquels on dispose de données, 35 ont connu une augmentation du taux de chômage des travailleurs les plus instruits durant cette période. La situation est particulièrement mauvaise en Tunisie, où le taux de chômage des diplômés de l'enseignement supérieur a augmenté de plus de 21 points de pourcentage. On peut aussi observer des augmentations de plus de 10 points de pourcentage dans le Territoire palestinien occupé, en Grèce, et à Chypre. En Egypte et en Géorgie, le taux de chômage des diplômés de l'enseignement supérieur était déjà très élevé en 2000, mais il a continué à augmenter au cours de la période d'observation. En revanche le taux de chômage des diplômés de l'enseignement supérieur a baissé dans 18 pays. Les baisses les plus fortes (environ 10 points de pourcentage) se sont produites en Uruguay, au Panama et dans le Fédération de Russie.

Afin d'évaluer les interactions entre niveau d'instruction et chômage, il est important de comparer les situations respectives de ceux qui ont achevé un cycle de l'enseignement supérieur et de ceux dont le niveau d'instruction ne dépasse pas l'enseignement primaire. La figure 2.6 montre les résultats pour ce dernier groupe.

Figure 2.6. Taux de chômage des personnes dont le niveau d'instruction ne dépasse pas l'enseignement primaire (%)



Source: ICMT, 9e édition, tableau 14c, âge+ de 15 ans, 1997-2003 et la dernière année disponible après 2009.

Là encore, les résultats sont assez dispersés, et ne montrent pas de tendance claire. Dans 19 des 53 pays inclus, le taux de chômage a baissé pour les personnes dont le niveau d'instruction ne dépasse pas l'enseignement primaire. Dans certains pays d'Amérique latine, comme l'Uruguay et le Panama, le taux de chômage des personnes dont le niveau d'éducation ne dépasse pas l'enseignement primaire a baissé de façon significative, tout comme celui des personnes ayant achevé un cycle d'enseignement supérieur. Dans le Territoire palestinien occupé en revanche, alors que le taux de chômage augmentait pour les plus diplômés, celui des personnes dont le niveau d'instruction ne dépasse pas l'enseignement primaire a baissé de 7,3 points de pourcentage. Là encore, comme dans d'autres économies en développement, il semble que la main d'œuvre ayant le moins d'instruction ne peut pas se permettre de rester au chômage. A l'inverse, en Espagne comme en Grèce, le taux de chômage des personnes dont le niveau d'instruction ne dépasse pas l'enseignement primaire a augmenté de façon surprenante de 20 points de pourcentage, ce qui reflète la sévérité de la crise économique qui a frappé ces deux pays après 2008. Il est aussi important de mentionner qu'en Espagne en 2013, le taux de chômage était plus de deux fois plus élevé pour les personnes dont le niveau d'instruction ne dépasse pas l'enseignement primaire (35,1 pour cent) que pour les personnes ayant achevé un cycle d'enseignement supérieur (16,0 pour cent). En Slovaquie enfin, le taux de chômage des personnes dont le niveau d'instruction ne dépasse pas l'enseignement primaire reste très élevé, et comme en Espagne, c'est parmi les personnes dont le niveau d'instruction est le plus bas que le taux de chômage est le plus élevé.

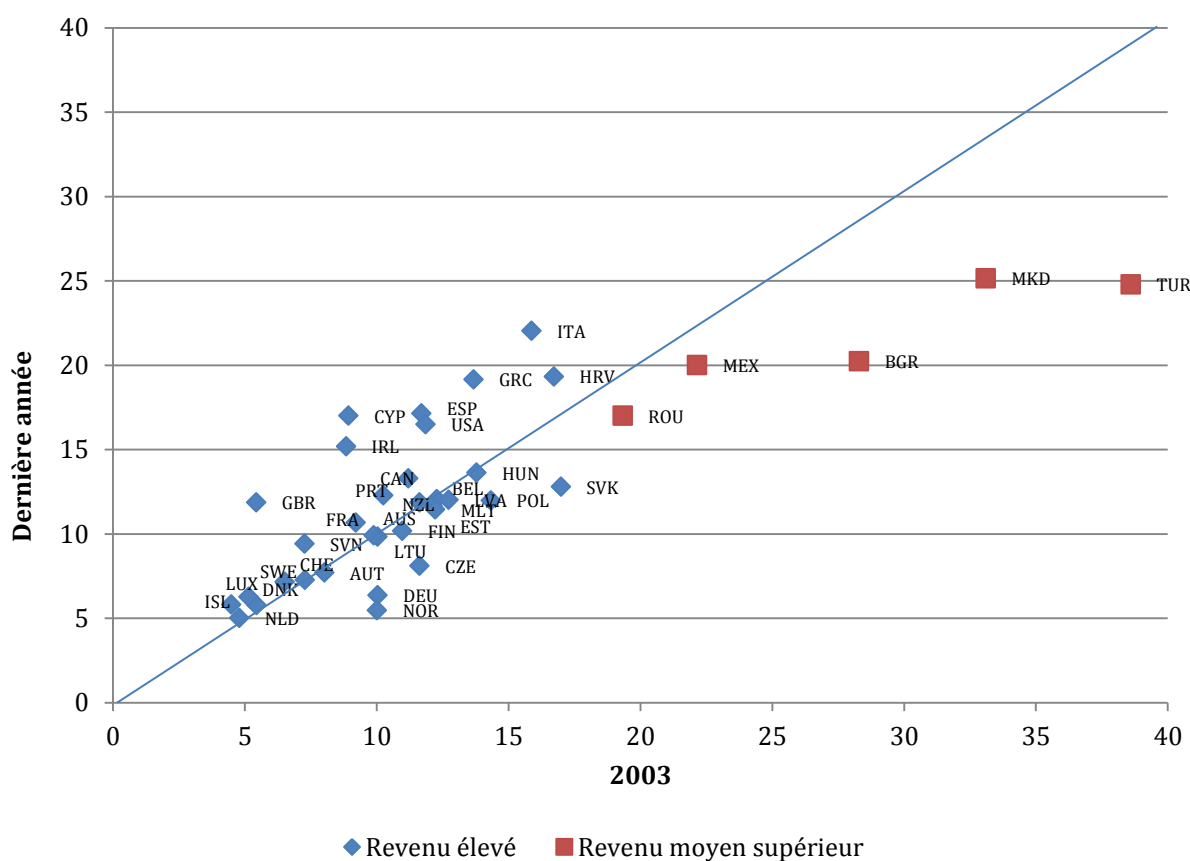
D'après les tendances générales des taux de chômage selon les différents niveaux d'instruction, les personnes dans la main d'œuvre ayant achevé un cycle de l'enseignement supérieur sont celles qui sont le moins susceptibles d'être au chômage dans 41 des 53 pays pour lesquels on dispose de données. Les diplômés de l'enseignement supérieur ont la plus faible probabilité d'être au chômage dans 34 des 37 économies à revenu élevé, mais seulement dans 7 des 16 économies à revenu intermédiaire. L'examen des variations des taux de chômage des 15 dernières années montre que la dynamique du

taux de chômage était la plus favorable (en baissant le plus ou en augmentant le moins) pour les diplômés de l'enseignement supérieur dans 19 des 53 pays, la plus favorable pour les personnes ayant terminé l'enseignement secondaire dans 24 des 53 pays, et la plus favorable pour les personnes ayant un niveau d'éducation primaire dans seulement 10 pays.

2.4. Pourcentage de jeunes qui ne travaillent pas, ne suivent pas d'études ni de formation (NEET)

Le tableau 10c des ICMT présente les données sur le pourcentage de jeunes qui ne travaillent pas, ne suivent pas d'études ni de formation (NEET). De par sa nature, cet indicateur représente une mesure plus large des jeunes qui pourraient entrer sur le marché du travail que le chiffre du chômage des jeunes ou celui de l'inactivité des jeunes. La figure 2.7 montre cet indicateur pour l'année 2003 et la dernière année disponible.

Figure 2.7. Pourcentage de jeunes qui ne travaillent pas, ne suivent pas d'études ni de formation (NEET)



Source: ICMT, 9e édition, tableau 10c, âge 15-24, 1998-2007 et la dernière année disponible après 2011.

Les 38 pays pour lesquels on dispose de données ne semblent pas présenter de tendance sous-jacente claire. Il convient cependant de remarquer que les pays où la proportion de jeunes NEET a augmenté le plus au cours de la dernière décennie (Chypre, Grèce, Irlande, Italie, Espagne et Royaume-Uni) ont tous des économies à revenu élevé qui ont été durement touchées par la crise financière mondiale. Dans ces pays, la crise a touché les jeunes de façon disproportionnée, les rendant plus vulnérables au chômage et sans moyens pour poursuivre leur éducation ou leur formation. A l'inverse, les pays où le pourcentage des jeunes NEET a baissé le plus sont les économies à revenu intermédiaire supérieur (Turquie, Ex-République yougoslave de Macédoine et Bulgarie). Cependant, la majeure partie des

pays inclus dans la figure 2.7 n'a pas connu de changements significatifs au cours de cette période d'observation. Plus précisément, dans 23 pays sur 38, les variations du pourcentage de jeunes NEET au cours de cette période ont été inférieures à 2,5 points de pourcentage entre 2003 (ou l'année la plus proche pour laquelle on dispose de données) et la dernière année pour laquelle on dispose de données.

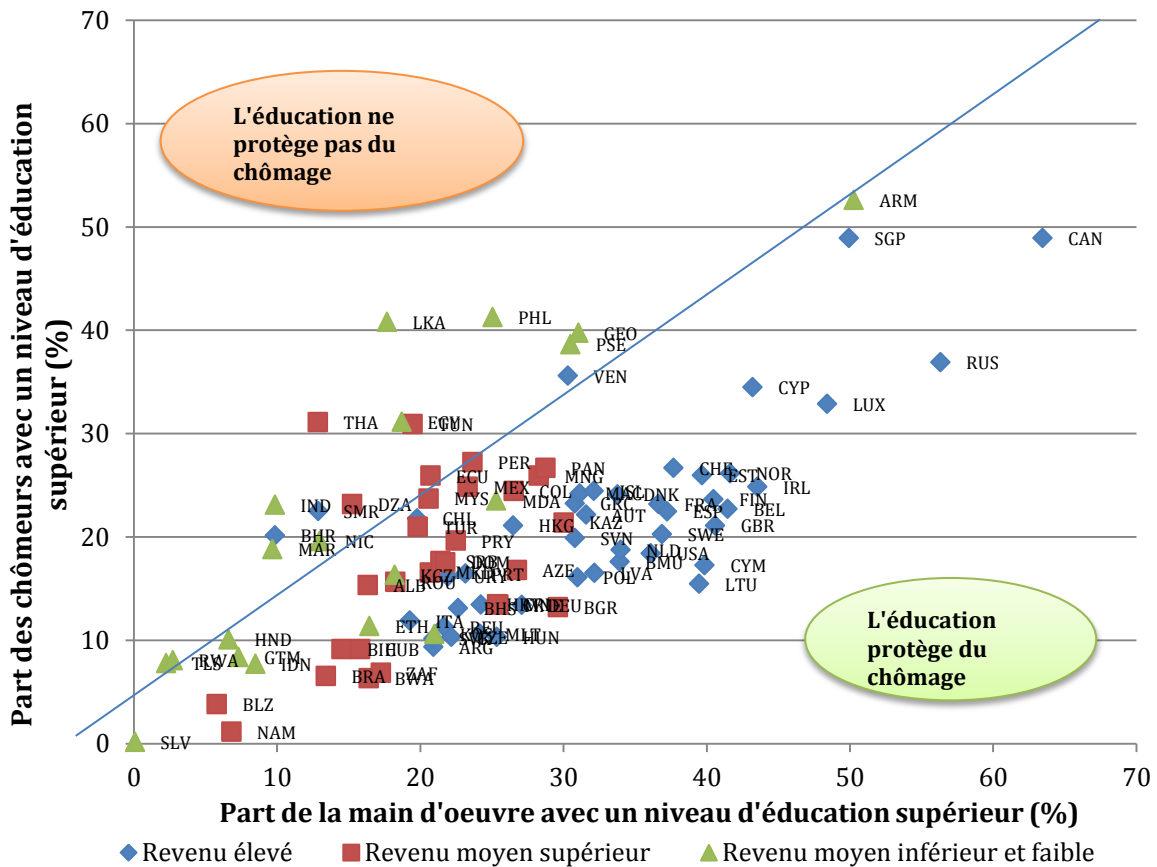
3. L'impact de l'éducation sur les résultats sur le marché du travail

Après avoir analysé les tendances des 10-15 dernières années présentées par les quatre indicateurs clés du marché du travail relatifs à l'éducation, en examinant tout particulièrement les interactions entre le niveau d'instruction et les résultats sur le marché du travail, cette section cherche à mettre en évidence les interactions éventuelles entre ces indicateurs et d'autres indicateurs clés du marché du travail, notamment le taux de chômage, la productivité du travail, le taux d'emploi et la proportion de salariés.

3.1. Chômage et éducation

La figure 3.1 montre les résultats de deux indicateurs du marché du travail, en comparant le pourcentage de personnes qui ont achevé un cycle d'enseignement supérieur et qui sont dans la main d'œuvre et celles qui sont au chômage.

Figure 3.1. Pourcentage de la main d'œuvre et des chômeurs qui ont achevé un cycle de l'enseignement supérieur, dernière année pour laquelle on dispose de données



Source: ICMT, 9e édition, tableaux 14a, 14b, âge + de 15 ans, dernière année disponible après 2009.

Dans 67 des 93 pays pour lesquels on dispose de données, l'éducation semble un moyen efficace de se protéger du chômage : c'est à dire que le pourcentage de chômeurs ayant achevé un cycle de l'enseignement supérieur est inférieur au pourcentage de personnes dans la main d'œuvre qui ont ce niveau d'études. La différence est particulièrement marquée en Lituanie, où elle était de 24 points de pourcentage (39,5 pour cent de la main d'œuvre ont un diplôme de l'enseignement supérieur, mais seulement 15,5 pour cent des chômeurs). En Belgique, aux Îles Caimans, en Irlande et dans la Fédération de Russie, la différence avoisine également les 20 points de pourcentage, ce qui indique que les niveaux d'éducation supérieurs jouent un rôle majeur dans la prévention du chômage. En

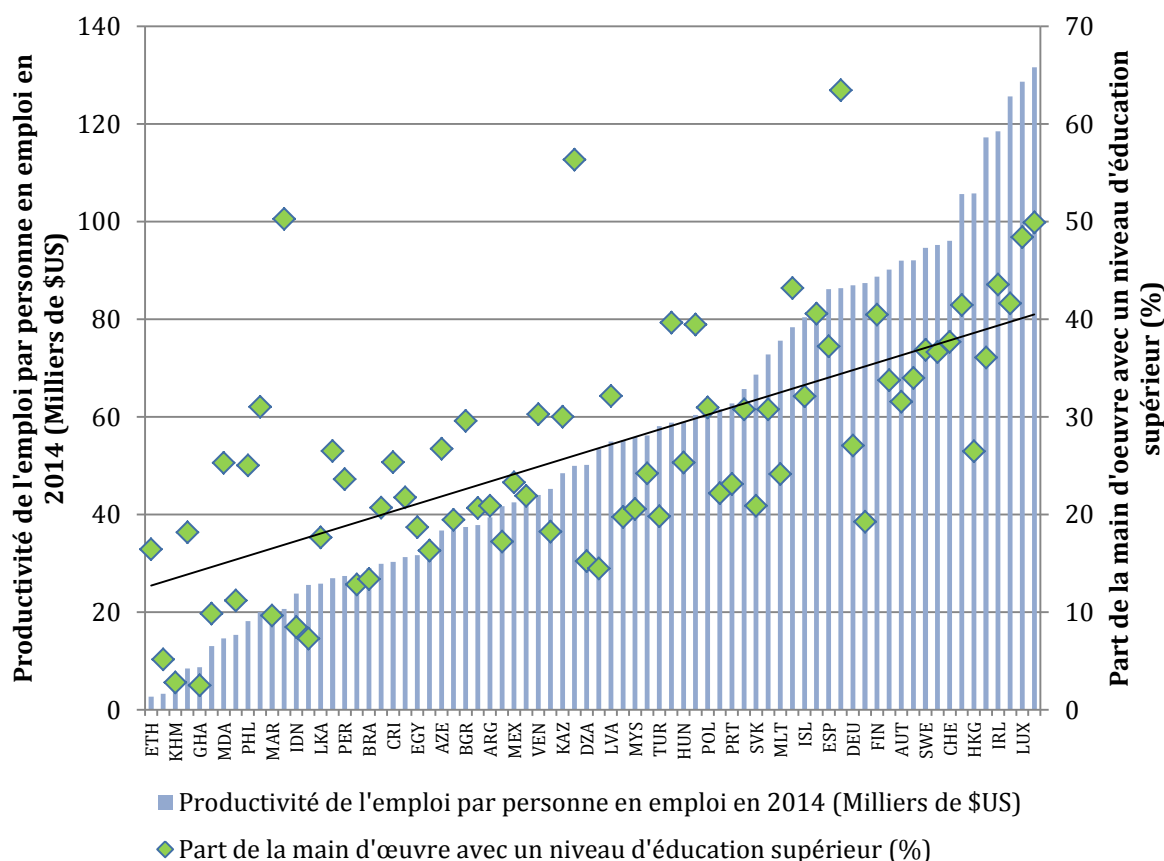
pour protéger les gens des taux de chômage élevés, cette figure montre malgré tout des tendances intéressantes. Le groupe de pays où une partie importante de la main d'œuvre est diplômée de l'enseignement supérieur et où le taux de chômage pour ces personnes est faible, est uniquement composé d'économies à revenu élevé. Dans ce cas, l'éducation semble clairement servir de barrière au chômage. Ce lien est plus marqué au Canada, au Luxembourg, en Norvège, dans la Fédération de Russie et à Singapour.

A l'inverse, les pays du groupe où le pourcentage de diplômés de l'enseignement supérieur dans la main d'œuvre est relativement faible et où le taux de chômage est élevé pour cette catégorie de personnes, sont pour la plupart des pays à revenu intermédiaire supérieur, à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et des pays à faible revenu. On y retrouve l'Égypte, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Grèce, la Tunisie et le Territoire palestinien occupé. Cela peut paraître surprenant, car le pourcentage de la main d'œuvre diplômée de l'enseignement supérieur dans ces pays n'est pas très élevé, et on pourrait donc s'attendre à ce que ces personnes très instruites trouvent facilement des emplois qualifiés. Dans ces pays, il existe cependant encore trop peu d'opportunités d'emplois pour elles, soit en raison de la crise du marché du travail (ex-République yougoslave de Macédoine, Grèce), soit parce qu'il n'y a pas d'emplois qualifiés, ce qui révèle un déséquilibre entre l'offre et la demande de compétences (Égypte, Territoire palestinien occupé, Tunisie).

3.2. Productivité de l'emploi et éducation

Cette section présente les informations relatives au lien entre productivité du travail (tableau 16a) pour l'ensemble de l'économie et éducation supérieure. La productivité du travail, définie ici comme étant la production par personne dans l'emploi, mesure l'efficacité de l'utilisation des intrants dans une économie pour produire des biens et des services ; elle donne une indication de la compétitivité et du niveau de vie d'un pays. Dans la figure 3.3, nous examinons le lien entre l'achèvement d'un cycle de l'enseignement supérieur et la productivité de l'emploi.

Figure 3.3. Niveau d'éducation supérieure et productivité de l'emploi (Parité de pouvoir d'achat (PPA) en dollars des États-Unis)



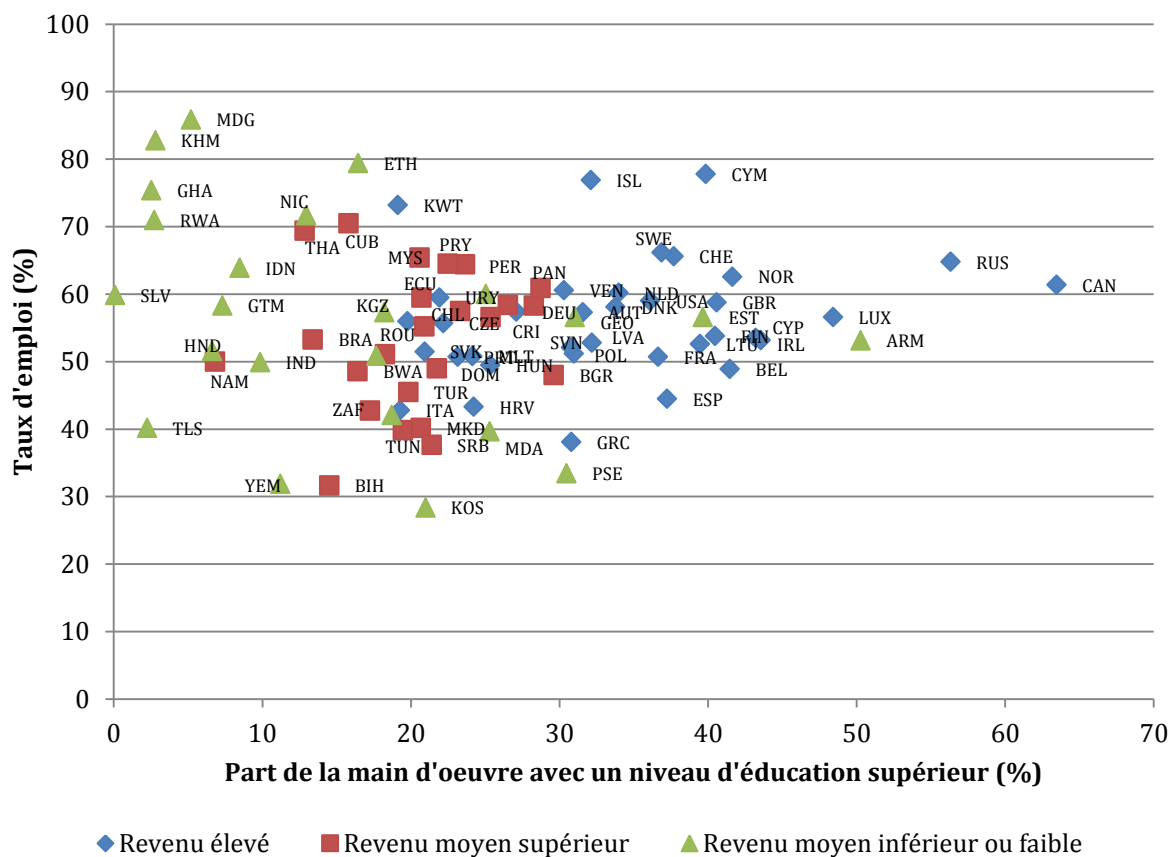
Note : la courbe de tendance qui figure sur ce graphique montre dans quelle mesure il existe une relation linéaire entre productivité de l'emploi et pourcentage de la main d'œuvre ayant achevé un cycle de l'enseignement supérieur.
 Source : ICMT, 9e édition, tableaux 14a, 16a, âge+ de 15 ans, dernière année disponible après 2009.

La figure montre clairement l'existence d'un lien entre ces deux indicateurs. Plus le pourcentage de main d'œuvre ayant achevé un cycle de l'enseignement supérieur est élevé, plus la productivité de l'emploi est élevée. Si l'on classe les 74 pays inclus en fonction de leur niveau de productivité de l'emploi, la tendance présentée par la main d'œuvre ayant un niveau d'éducation supérieure est clairement positive, avec un coefficient de détermination (R^2) de 0,44. Cependant, indépendamment de cette tendance mondiale sous-jacente claire, on peut voir quelques exceptions notables, comme l'Arménie, le Canada et la Fédération de Russie, où la proportion de la main d'œuvre ayant achevé un cycle de l'enseignement supérieur semble nettement supérieure à ce que l'on pourrait attendre au vu de leur niveau de productivité du travail.

3.3. Taux d'emploi et éducation

Le tableau 2b des ICMT présente les données relatives au taux d'emploi à partir des estimations nationales. Le taux d'emploi est le pourcentage de la population en âge de travailler qui a un emploi. Un taux d'emploi élevé signifie qu'une grande partie de la population en âge de travailler a un emploi ; un ratio faible signifie qu'une partie importante de la population en âge de travailler ne participe pas directement aux activités liées au marché du travail, parce qu'elle est au chômage, ou (plus probablement) parce qu'elle ne fait pas partie de la main d'œuvre. La figure 3.4 présente cet indicateur ainsi que la proportion de la main d'œuvre qui a achevé un cycle de l'enseignement supérieur.

Figure 3.4. Taux d'emploi et main d'œuvre ayant achevé un cycle d'enseignement supérieur



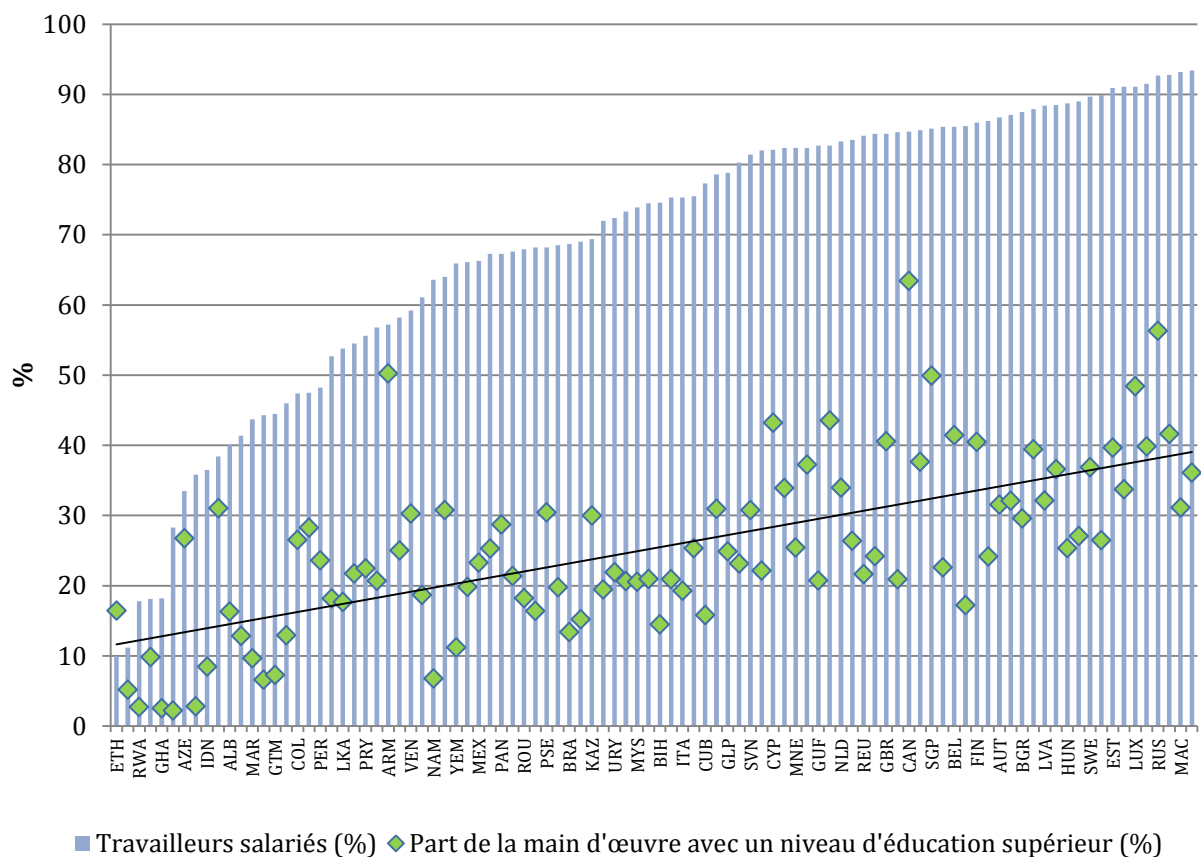
Source: ICMT, 9e édition, tableaux 2b, 14a, âge + de 15 ans, dernière année disponible après 2009.

On ne peut déduire aucune relation claire entre ces deux indicateurs sur cette figure, et le coefficient de détermination (R^2) est très proche de 0. Cependant, la variabilité du taux d'emploi est beaucoup plus élevée dans les pays où la part de la main d'œuvre ayant une éducation supérieure est faible. En Bosnie Herzégovine et en Ethiopie, par exemple le pourcentage de la main d'œuvre ayant achevé un cycle de l'enseignement supérieur est similaire (14,5 pour cent et 16,4 pour cent respectivement), mais les ratios emploi/population de ces deux pays diffèrent de près de 50 points de pourcentage (31,6 pour cent et 79,4 pour cent respectivement). Il semblerait que plus la part de la main d'œuvre ayant une éducation supérieure est élevée, plus la variabilité est faible : lorsque cette proportion dépasse 45 pour cent, le taux d'emploi tombe dans une fourchette de 45 à 65 pour cent.

3.4. Pourcentage de salariés et éducation

Le tableau 3 des ICMT montre les données relatives à l'emploi en fonction de la situation dans la profession, d'après les catégories établies par la Classification internationale d'après la situation dans la profession (CISP) de 1993. Nous nous intéressons ici aux salariés, la catégorie de situation dans l'emploi qui bénéficie habituellement des plus hauts niveaux de revenu et de sécurité du travail sur le marché du travail. La figure 3.5 montre les données relatives au pourcentage de salariés dans l'emploi total ainsi que les données sur la proportion de personnes diplômées de l'enseignement supérieur dans la main d'œuvre.

Figure 3.5. Pourcentage de salariés dans l'emploi total, et proportion de la main d'œuvre diplômée de l'enseignement supérieur.



Note : la courbe de tendance qui figure sur ce graphique montre dans quelle mesure il existe une relation linéaire entre salariés (employés) et pourcentage de la main d'œuvre ayant achevé un cycle de l'enseignement supérieur.
 Source: ICMT, 9e édition, tableaux 3, 14a, âge + de 15 ans, dernière année disponible après 2009.

Cette figure montre qu'il existe une relation positive claire entre les deux indicateurs. Plus il y a de salariés dans un pays, plus la proportion de personnes ayant achevé un cycle d'enseignement supérieur est élevée. Le niveau d'instruction est clairement lié à la probabilité d'être salarié sur le marché du travail. Comme dans la section 3.2, l'Arménie, le Canada et la Fédération de Russie s'écartent de la norme, car ils ont une proportion de diplômés de l'enseignement supérieur dans la main d'œuvre beaucoup plus élevée que ne pourrait le laisser supposer leur pourcentage de salariés. A l'inverse, la Namibie, l'Afrique du Sud et, dans une moindre mesure, le Botswana ont un pourcentage de salariés très faible par rapport au niveau d'éducation de leur main d'œuvre. Ces résultats peuvent suggérer qu'il existe des tendances régionales qui reflètent un environnement dans lequel, alors que le niveau d'éducation de la main d'œuvre s'améliore, la configuration de l'économie et du marché du travail stagne, et l'emploi indépendant reste majoritaire.

Cette section du chapitre a exploré les interactions entre l'éducation et plusieurs indicateurs clés du travail. Le résultat des comparaisons entre niveau d'éducation et productivité du travail, et pourcentage de salariés suggère qu'il existe un lien clair entre le niveau d'éducation atteint par la main d'œuvre et les résultats sur le marché du travail. Toutefois, ce lien ne peut pas être établi avec la même fiabilité pour tous les indicateurs du marché du travail étudiés. Notamment, le taux d'emploi semble totalement indépendant des variations du niveau d'éducation.

4. La situation actuelle dans 12 pays sélectionnés

4.1. Les données relatives aux quatre indicateurs pour la dernière année pour laquelle on dispose de données

L'analyse de la section précédente portait sur tous les pays pour lesquels on disposait de données récentes. Dans cette section, nous examinons plus en détail la situation actuelle dans une sélection de douze pays couvrant tous les niveaux de développement. Le tableau 4.1 donne la liste des 12 pays, ainsi que certaines données relatives au marché du travail et au groupe de revenu pour chacun des pays.

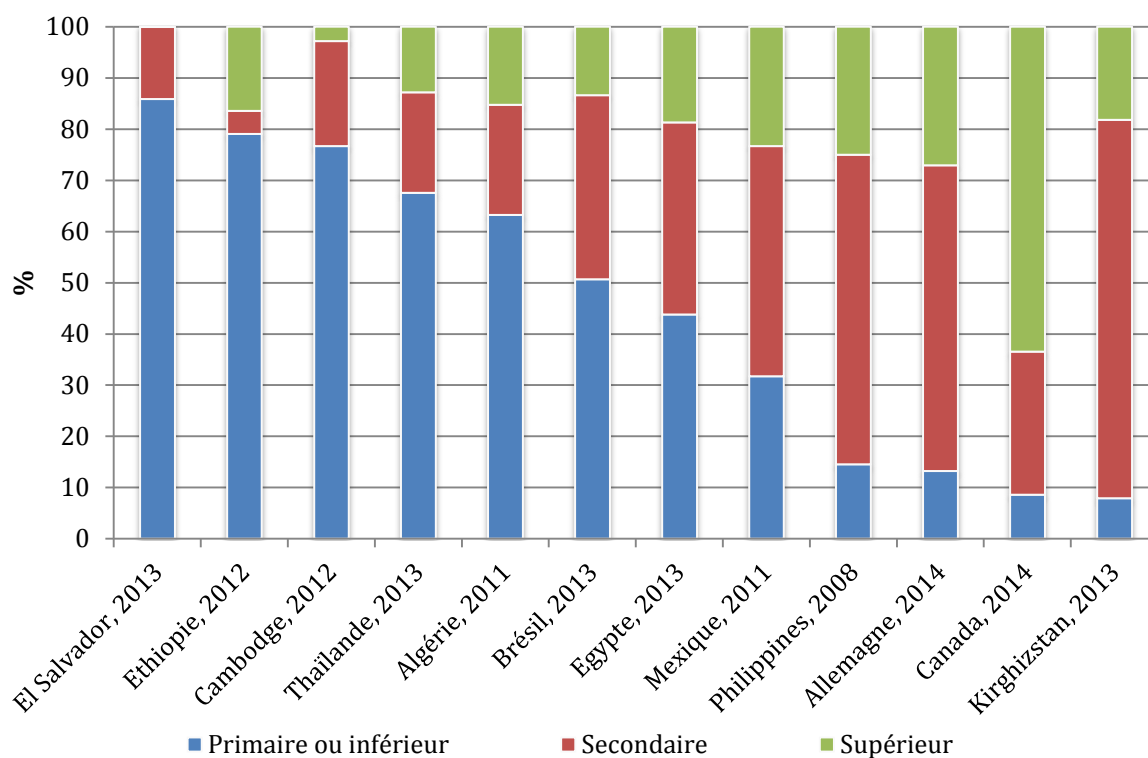
Tableau 4.1 Informations clés sur une sélection de pays

Pays	Population en âge de travailler (milliers âgés de + de 15 ans)	Taux d'emploi (%)	Taux de chômage (%)	Groupe de revenu de la Banque mondiale
Canada	29 952	61.4	6.9	Revenu élevé
Allemagne	71 875	57.4	5.0	Revenu élevé
Algérie	29 100	36.2	9.8	Revenu intermédiaire supérieur
Brésil	157 000	64.0	4.8	Revenu intermédiaire supérieur
Mexique	90 875	56.9	4.8	Revenu intermédiaire supérieur
Thaïlande	55 636	69.4	0.8	Revenu intermédiaire supérieur
Egypte	58 572	42.1	13.2	Revenu intermédiaire tranche inférieure
El Salvador	4 572	59.9	5.9	Revenu intermédiaire tranche inférieure
Kirghizistan	3 942	57.2	8.3	Revenu intermédiaire tranche inférieure
Philippines	67 814	60.0	6.8	Revenu intermédiaire tranche inférieure
Cambodge	10 811	82.8	0.3	Faible revenu
Ethiopie	57 948	79.4	4.5	Faible revenu

Sources: Banque mondiale, ILOSTAT, ICMT, 9^e édition, dernière année disponible

La figure 4.1 montre pour les 12 pays sélectionnés la main d'œuvre en fonction du niveau d'éducation (ICMT tableau 14a) pour la dernière année pour laquelle on dispose de données. C'est El Salvador qui a le pourcentage le plus élevé de main d'œuvre dont le niveau d'instruction ne dépasse pas l'enseignement primaire ; il y atteint 85,9 pour cent. Viennent ensuite l'Ethiopie et le Cambodge, les deux économies à faible revenu de notre sélection. Plus des trois quarts de la main d'œuvre de ces deux pays n'a pas été au-delà de l'enseignement primaire, ce qui indique que le niveau d'éducation d'une grande partie des travailleurs est faible. En Thaïlande et en Algérie, plus de la moitié de la main d'œuvre (67,5 pour cent et 63,2 pour cent respectivement) n'a pas terminé le niveau d'enseignement secondaire. Ces deux pays sont classés parmi les économies à revenu intermédiaire supérieur. Dans ces deux cas, le revenu national brut par habitant relativement élevé ne s'accompagne pas d'un niveau d'instruction relativement élevé. A l'inverse, le Kirghizistan, classé comme une économie à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, a le plus faible taux de main d'œuvre qui n'a pas dépassé l'enseignement primaire (7,9 pour cent). L'Allemagne et le Canada, les deux économies à revenu élevé de notre échantillon, ont la proportion la plus élevée de la main d'œuvre ayant terminé un cycle d'enseignement supérieur (27,1 pour cent et 63,4 pour cent respectivement).

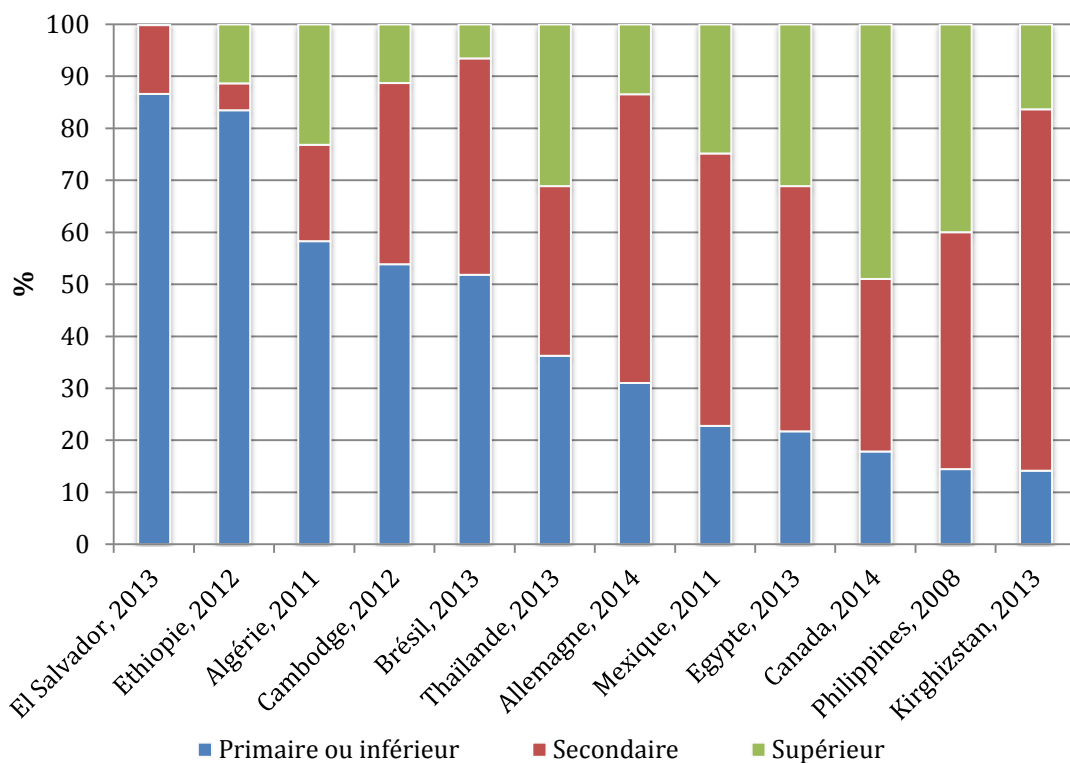
Figure 4.1 La main d'œuvre en fonction du niveau d'instruction



Source: ICMT, 9e édition, tableau 14a, âge + de 15 ans, dernière année disponible.

La figure 4.2 montre la répartition du chômage en fonction du niveau d'instruction (ICMT tableau 14b) pour la dernière année pour laquelle on dispose de données dans les pays sélectionnés. Dans de nombreuses économies à faible revenu, comme le pourcentage de la main d'œuvre dont le niveau d'instruction ne dépasse pas l'enseignement primaire est important, la proportion de chômeurs de ce niveau d'instruction a tendance à être significative. Inversement, les économies à revenu élevé ont une proportion plus élevée de personnes diplômées de l'enseignement supérieur, et l'on pourrait donc s'attendre à une plus grande proportion de chômeurs de ce niveau d'instruction dans ces pays. Cependant, en Allemagne, le chômage semble fortement lié au niveau d'instruction. Il n'y a que 13,2 pour cent de la main d'œuvre dont le niveau d'éducation ne dépasse pas l'enseignement primaire, mais 31,1 pour cent des chômeurs appartiennent à cette catégorie. Les travailleurs moins éduqués ont donc plus de probabilités d'être chômeurs en Allemagne. En Égypte, on peut cependant constater la tendance inverse. Il n'y a que 18,7 pour cent de la main d'œuvre qui a achevé un cycle de l'enseignement supérieur, mais 31,1 pour cent des chômeurs ont ce niveau d'éducation.

Figure 4.2. La répartition du chômage en fonction du niveau d'instruction

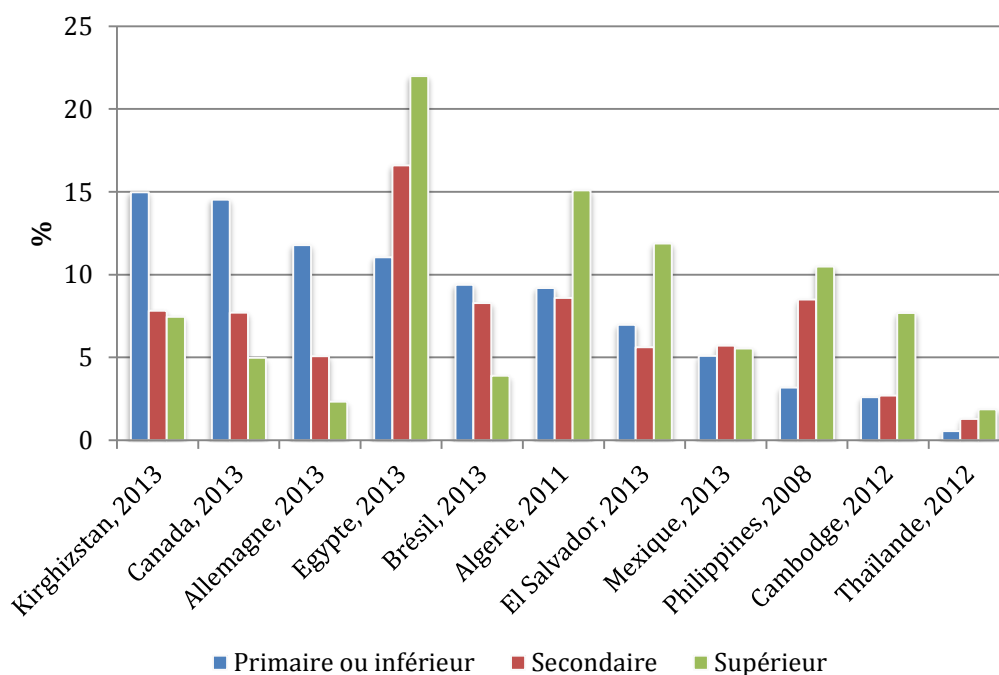


Source: ICMT, 9e édition, tableau 14b, âge + de 15 ans, dernière année disponible.

La figure 4.3 montre le taux de chômage en fonction du niveau d’instruction (ICMT, tableau 14c) pour la dernière année disponible dans les pays sélectionnés.³ Au Kirghizistan, au Canada, en Allemagne et au Brésil, les taux de chômage sont inférieurs chez les travailleurs qui ont un niveau d’éducation plus élevé. En Allemagne, les personnes dont le niveau d’instruction ne dépasse pas l’enseignement primaire ont quatre fois plus de probabilités d’être au chômage que les diplômés de l’enseignement supérieur. Dans quatre pays, (l’Egypte, les Philippines, le Cambodge et la Thaïlande), la situation est exactement l’inverse : le taux de chômage augmente avec le niveau d’éducation dans ces pays. Aux Philippines, les personnes dans la main d’œuvre diplômées de l’enseignement supérieur ont trois fois plus de probabilités d’être au chômage que celles dont l’éducation ne dépasse pas l’enseignement primaire. Les trois pays restant ne présentent pas de tendance claire.

Figure 4.3 Le taux de chômage en fonction du niveau d’éducation

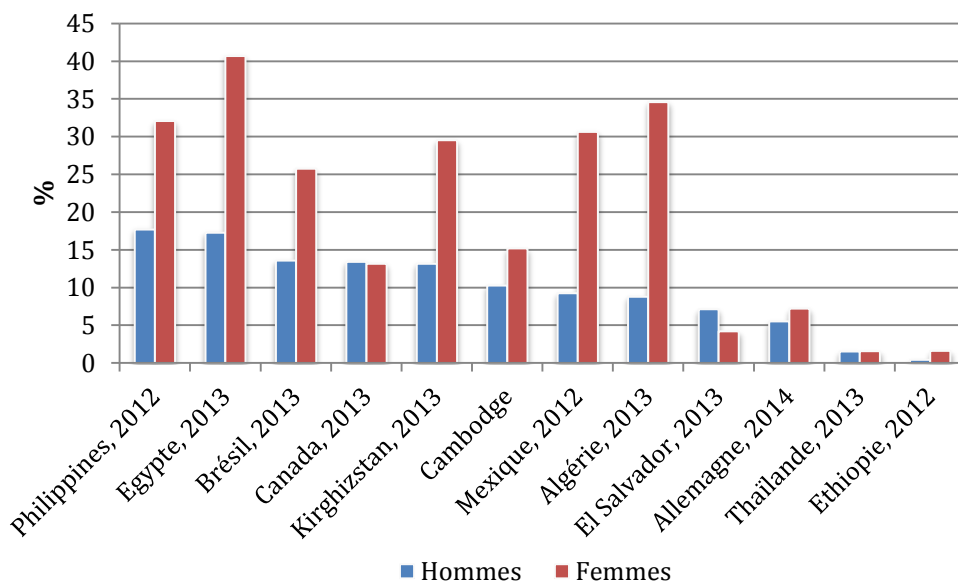
³ En raison de l’absence de données dans le tableau 14b des ICMT, l’Ethiopie n’apparaît pas dans cette section.



Source: ICMT, 9e édition, tableau 14c, âge + de 15 ans, dernière année disponible.

La figure 4.4 montre la proportion de jeunes de 15 à 24 ans qui ne travaillent pas, ne suivent pas d'études ni de formation (NEET ; ICMT tableau 10c) dans les pays sélectionnés pour l'année la plus récente pour laquelle on dispose de données. Alors que ce groupe est quasiment inexistant en Thaïlande et en Ethiopie, il représente une part importante des jeunes, et notamment une partie importante des jeunes femmes, dans plusieurs autres pays. En Egypte, 40,7 pour cent des jeunes femmes se situent dans cette catégorie (alors qu'il n'y a que 17,3 pour cent de jeunes hommes). En Algérie, les jeunes femmes ont quatre fois plus de probabilités d'être dans cette catégorie (34,6 pour cent) que les jeunes hommes (8,8 pour cent). L'écart entre les sexes est également très important aux Philippines, au Brésil, au Kirghizistan et au Mexique (plus de 10 points de pourcentage dans chacun de ces pays). Il n'y a qu'au Canada et à El Salvador que le taux de jeunes hommes qui ne travaillent pas, ne suivent pas d'études ni de formation est supérieur à celui des jeunes femmes (l'écart étant de moins de 3 points de pourcentage pour ces 2 pays).

Figure 4.4 Pourcentage de jeunes (de 15 à 24 ans) qui ne travaillent pas, ne suivent pas d'études ni de formation en fonction du sexe



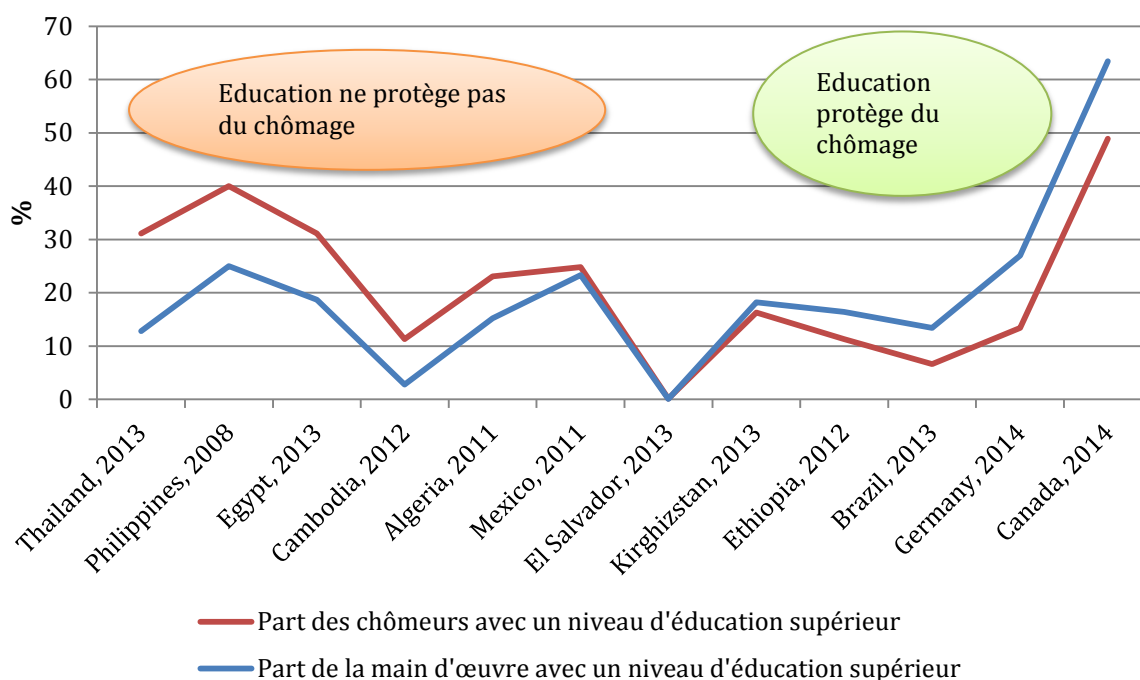
Source: ICMT, 9e édition, tableau 10c, dernière année disponible.

4.2. Comparaison du niveau d'éducation avec d'autres indicateurs clés du marché du travail

Cette section examine s'il existe dans ces pays des liens entre les quatre indicateurs décrits dans la section précédente et les autres indicateurs du marché du travail examinés dans la section 3.

La figure 4.5 porte sur les personnes qui ont achevé un cycle de l'enseignement supérieur et compare leur proportion dans la main d'œuvre et leur proportion chez les chômeurs.

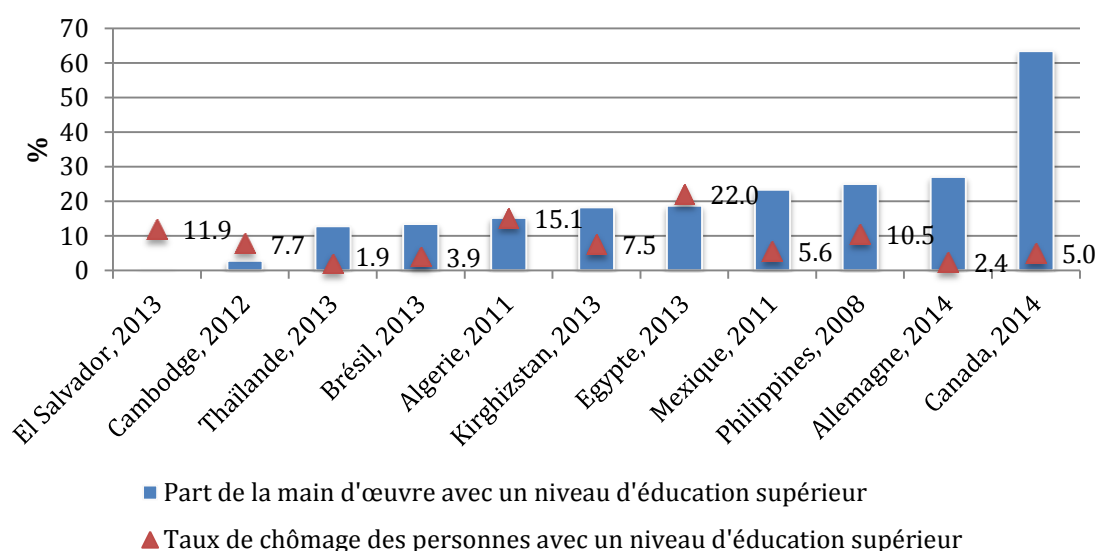
Figure 4.5. Niveau d'enseignement supérieur et chômage



Source: ICMT, 9e édition, tableau 14b, âge + de 15 ans, dernière année disponible.

Il n'y a que cinq pays dans notre échantillon où le pourcentage de chômeurs diplômés de l'enseignement supérieur est inférieur à celui des diplômés de l'enseignement supérieur dans la main d'œuvre. En outre, la différence n'est significative (supérieure à 10 points de pourcentage) que pour le Canada et l'Allemagne. Au Canada, 63,4 pour cent de la main d'œuvre est diplômée de l'enseignement supérieur, mais seuls 48,9 pour cent des chômeurs ont ce niveau d'éducation. Ainsi donc, au Canada (et en Allemagne), on peut considérer l'investissement dans l'éducation comme un moyen de réduire la probabilité de devenir chômeur. En revanche, sept pays présentent le résultat inverse, les diplômés de l'enseignement supérieur y représentant un pourcentage disproportionné des chômeurs. C'est en Egypte, aux Philippines et en Thaïlande que l'on observe le plus grand désavantage pour les diplômés de l'enseignement supérieur. En Thaïlande, il n'y a que 12,8 pour cent de la main d'œuvre diplômée de l'enseignement supérieur, mais 31 pour cent des chômeurs ont ce niveau d'éducation. Cela montre l'existence d'un décalage entre le nombre de personnes qualifiées et le nombre d'emplois correspondant à leurs compétences et leurs attentes. En Thaïlande, le taux de chômage global est très faible, alors qu'en Egypte et aux Philippines, les diplômés de l'enseignement supérieur rencontrent souvent des difficultés pour trouver des emplois correspondant à leur niveau d'instruction.

Figure 4.6. Niveau d'enseignement supérieur et taux de chômage

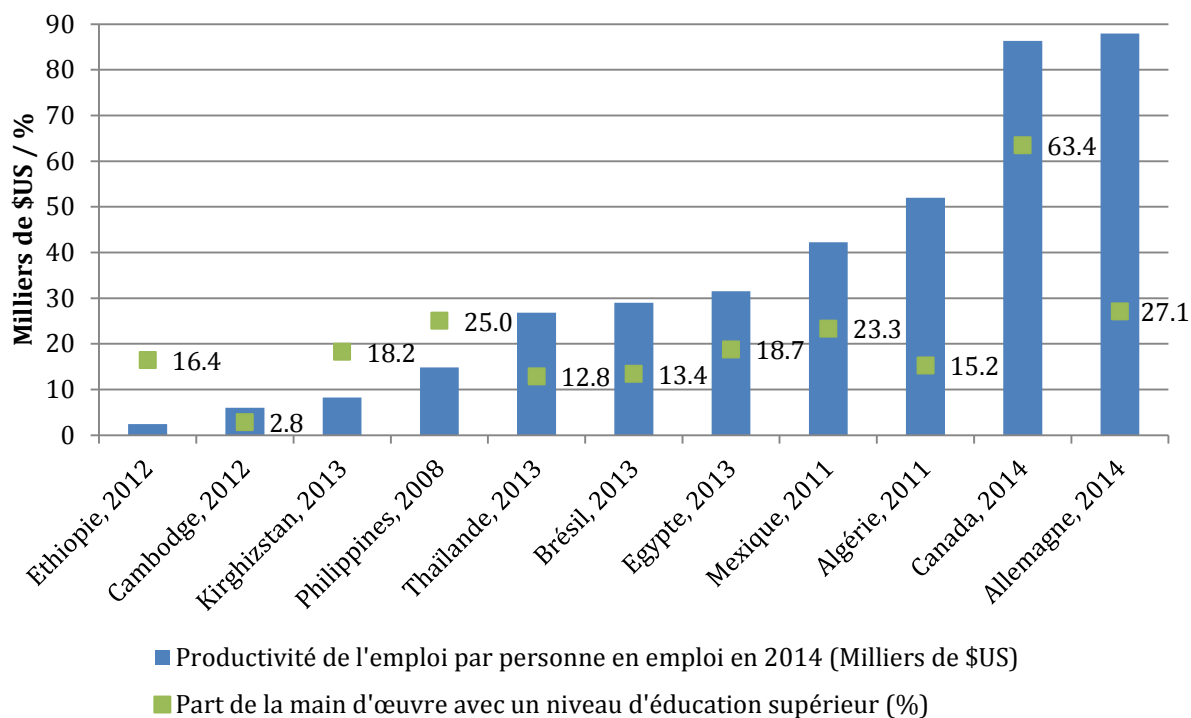


Note : en raison de l'absence de données, les taux de chômage correspondent à des années différentes pour l'Allemagne (2013), le Canada (2013), le Mexique (2013) et la Thaïlande (2012)

Source: ICMT, 9e édition, tableaux 14a, 14c, âge + de 15 ans, dernière année disponible pour chacun des pays.

La figure 4.6 compare les données des tableaux 14a et 14c des ICMT pour les diplômés de l'enseignement supérieur. Comme dans la section 3, aucun lien n'apparaît clairement entre ces deux indicateurs. Au Cambodge, en Thaïlande et au Brésil, le taux de chômage parmi les diplômés de l'enseignement supérieur est faible, et la proportion de personnes ayant un niveau d'éducation élevé est réduite. En Algérie et en Egypte, la proportion de diplômés de l'enseignement supérieur est un peu plus élevée ; toutefois, le marché du travail ne leur fournit pas assez d'opportunités, et le taux de chômage des personnes de ce niveau d'éducation est relativement élevé (22 pour cent en Egypte). Enfin, dans les économies à revenu élevé (l'Allemagne et le Canada), les diplômés de l'enseignement supérieur représentent une forte proportion de la main d'œuvre alors que le taux de chômage de ce groupe est faible. L'éducation sert donc clairement de protection contre le chômage dans ces pays.

Figure 4.7 Niveau d'enseignement supérieur et productivité du travail

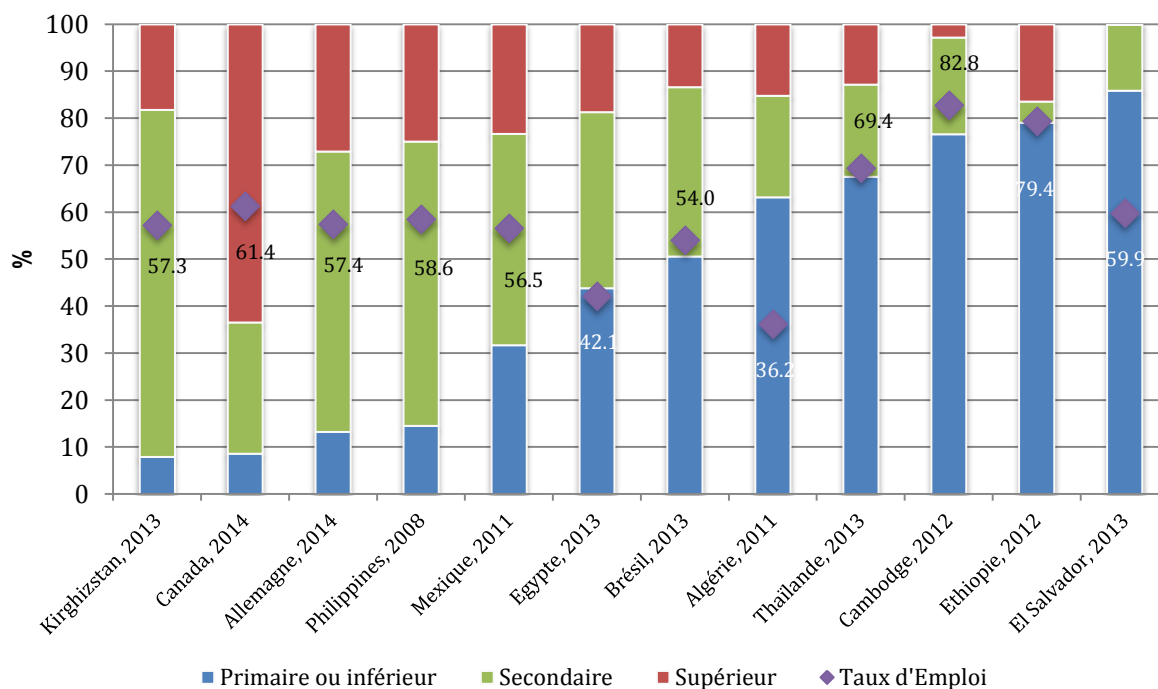


Source: ICMT, 9e édition, tableaux 14a, 16a, dernière année disponible pour chacun des pays.

La figure 4.7 analyse le lien entre l'achèvement d'un cycle de l'enseignement supérieur et la productivité du travail (par personne dans l'emploi en PPA en dollars des Etats-Unis).⁴ Comme nous l'avons vu dans la section 3, plus il y a de diplômés de l'enseignement supérieur dans la main d'œuvre, plus les niveaux de productivité sont élevés. Certains pays présentent cependant des résultats contrastés. La productivité du travail est particulièrement faible en Ethiopie, au Kirghizistan et aux Philippines par rapport au pourcentage de diplômés de l'enseignement supérieur dans la main d'œuvre. En revanche, l'Algérie, dont le pourcentage de diplômés de l'enseignement supérieur dans la main d'œuvre est relativement faible (15,2 pour cent), a un niveau de productivité du travail supérieur à 50 000 dollars des Etats-Unis par personne dans l'emploi – niveau qui la classe au troisième rang des pays étudiés. Ce niveau est probablement imputable à l'impact de la production de pétrole et de gaz sur les résultats.

Figure 4.8 Le taux d'emploi et le niveau d'instruction

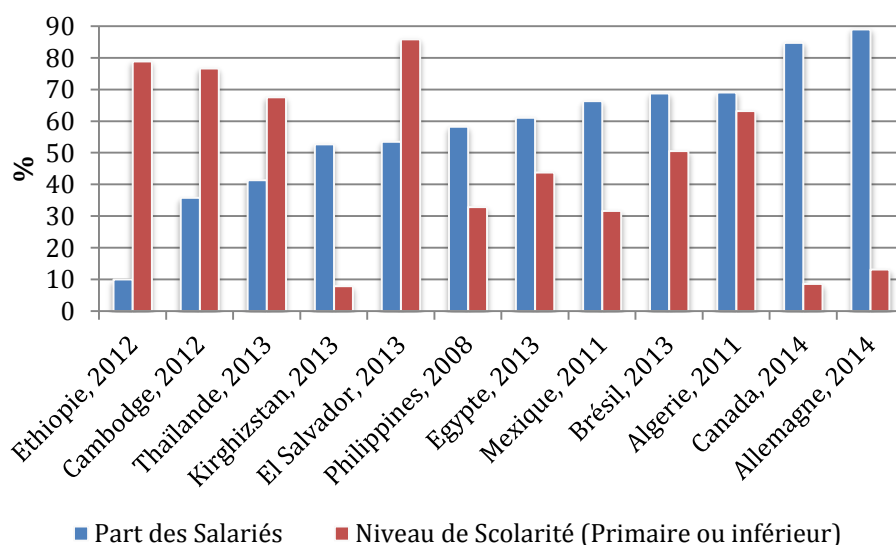
⁴ En raison de l'absence de données dans ce tableau 16a des ICMT, El Salvador ne figure pas dans cette section.



Source: ICMT, 9e édition, tableaux 2b, 14a, âge +15 ans, dernière année disponible.

La figure 4.8 présente le taux d'emploi et le niveau d'instruction pour les 12 pays sélectionnés. Comme dans la section 3, les données ne font pas apparaître de lien clair entre le niveau d'instruction et le taux d'emploi. Les pays avec une très faible proportion de personnes dont le niveau d'instruction ne dépasse pas l'enseignement primaire (Kirghizstan, Canada, Allemagne, Philippines et Mexique) ont tous un taux d'emploi entre 50 et 60 pour cent. Parmi les pays où le niveau d'instruction est plus faible, la fourchette des ratios emploi-population est beaucoup plus large : en Egypte, il est de 42,1 pour cent, en Algérie de 36,2 pour cent et en Thaïlande de 69,4 pour cent ; au Cambodge, il est de 82,8 pour cent et en Ethiopie de 79,4 pour cent. El Salvador a un taux d'emploi de 59,9 pour cent, similaire à ceux du Canada et des Philippines, alors que la structure de ses niveaux d'éducation est très différente. Ces données ne font pas apparaître de tendance claire permettant d'établir un lien entre niveaux d'instruction et ratios emploi/population.

Figure 4.9. La proportion de salariés et le niveau d'instruction



Source: ICMT, 9e édition, tableaux 3, 14a, âge +15 ans, dernière année disponible pour chacun des pays.

Comme dans la section 3.4, nous avons utilisé pour la figure 4.9 les données du tableau 3 des ICMT sur l'emploi en fonction de la situation dans la profession, en ciblant spécifiquement la catégorie des « salariés » et en comparant le pourcentage de salariés dans l'emploi total avec le pourcentage de la main d'œuvre dont le niveau d'éducation ne dépasse pas l'enseignement primaire. En Ethiopie, la probabilité d'avoir un niveau d'instruction qui ne dépasse pas l'enseignement primaire est élevée (presque 80 pour cent), alors que le pourcentage de salariés est faible (10 pour cent). En Allemagne et au Canada, les résultats sont exactement l'inverse. Le Kirghizistan est une exception intéressante, en effet le pourcentage de personnes ayant un faible niveau d'éducation y est similaire à celle des pays à revenu élevé, mais la proportion de salariés n'y est que de 53,5 pour cent.

Cette section du chapitre souligne une fois de plus l'existence d'une association claire entre niveaux d'instruction élevés et résultats positifs pour certains indicateurs clés de la main d'œuvre, comme le pourcentage de salariés dans l'emploi total et la productivité du travail. On ne voit toutefois apparaître aucun lien cohérent entre les taux de chômage et les niveaux d'instruction. Dans les pays en développement, le chômage peut augmenter avec le niveau d'instruction, alors que dans les économies développées de cet échantillon, c'est plutôt l'inverse qui se produit.

4.3. Les lacunes qui subsistent dans l'éducation

L'étude des tendances du niveau d'instruction de la main d'œuvre pour ces 12 pays montre qu'il existe encore des lacunes à combler, notamment dans les économies en développement. Voici les principaux domaines à améliorer.

4.3.1. La persistance de faibles niveaux d'instruction

Il existe encore un nombre considérable de pays dans lesquels le pourcentage de la main d'œuvre dont le niveau d'éducation ne dépasse pas l'enseignement primaire est important. Les six pays de notre échantillon qui ont le pourcentage le plus élevé de main d'œuvre dont le niveau d'instruction ne dépasse pas l'enseignement primaire (El Salvador, Ethiopie, Cambodge, Thaïlande, Algérie, Brésil) sont tous des pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire. Plus précisément, El Salvador, l'Ethiopie, le Cambodge, la Thaïlande et l'Algérie sont des pays où plus de 60 pour cent de la main d'œuvre a un niveau d'instruction qui ne dépasse pas l'enseignement primaire. Cela montre qu'il reste encore beaucoup à faire pour élever le niveau général d'instruction dans les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire, notamment pour faciliter l'accès à des emplois de qualité.

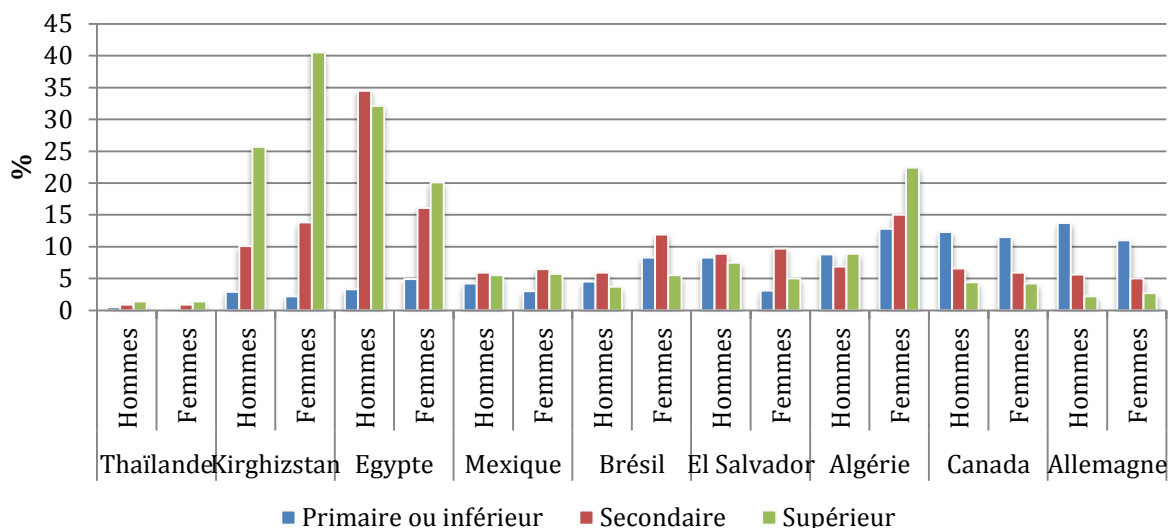
4.3.2. Les disparités entre les groupes de population

Les recherches montrent (UNESCO 2015a, b) qu'il existe entre les pays de fortes disparités dans le niveau d'éducation et les résultats en matière d'éducation en fonction du niveau de revenu et de développement, mais que ces disparités existent également entre les différents groupes de population à l'intérieur des pays. Il est préoccupant de constater la persistance de groupes de population vulnérables qui ont de grandes difficultés à accéder à une éducation de qualité.

Il semble que de grands progrès ont été accomplis pour réduire les inégalités de l'accès à l'éducation et du niveau d'instruction entre les hommes et les femmes. En effet, les données des ICMT pour les pays sélectionnés montrent que dans la grande majorité des cas, la proportion de la main d'œuvre féminine diplômée de l'enseignement supérieur est plus élevée que le pourcentage de la main d'œuvre masculine (voir ICMT tableau 14a). Certes, comme le montre la figure 4.10, dans certains pays, le

taux de chômage des femmes reste plus élevé que celui des hommes pour tous les niveaux d'éducation, mais cette disparité n'est pas très fréquente.

Figure 4.10 Les taux de chômage des hommes et des femmes en fonction du niveau d'instruction



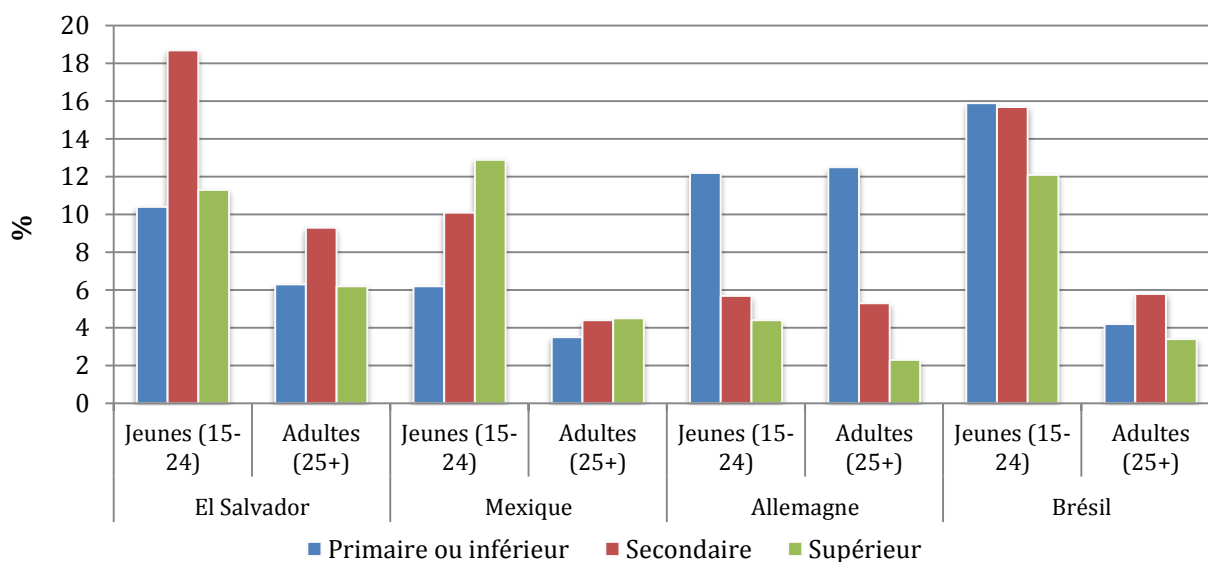
Note : en raison de l'absence de données, le Cambodge, l'Ethiopie et les Philippines ne sont pas repris dans cette figure. Source: ICMT, 9e édition, tableau 14a, âge + de 15 ans, dernière année disponible pour chacun des pays.

Cependant, même si des progrès ont été accomplis pour réduire les disparités de niveau d'études entre les hommes et les femmes, dans certaines régions du monde, les filles rencontrent encore des obstacles importants pour avoir accès à l'école. Il est important de remédier à ces obstacles, pour que partout dans le monde, les filles aient la possibilité de terminer l'enseignement secondaire, et le cas échéant, l'enseignement supérieur (UNESCO, 2012).

Lorsqu'on examine les différences en fonction du groupe d'âge, il apparaît que les jeunes sont particulièrement vulnérables sur le marché du travail. Généralement, les taux de chômage des jeunes sont plus élevés que ceux des adultes, quel que soit le niveau d'instruction. La figure 4.11 donne des exemples de cette comparaison.⁵

Figure 4.11. Les taux de chômage des jeunes et des adultes en fonction du niveau d'instruction

⁵ Ces quatre pays ont été choisis en fonction de la disponibilité et de la fiabilité des données.



Source: ICMT, 9e édition, tableau 14b, dernière année disponible pour chacun des pays.

Les recherches montrent que pour les jeunes générations, il ne suffit plus de terminer l'enseignement secondaire pour obtenir une situation satisfaisante sur le marché du travail⁶ (Sparreboom and Staneva, 2014).

Il convient aussi de souligner que, comme le montre la figure 4.4, la proportion de jeunes qui ne travaillent pas, ne suivent pas d'études ni de formation est bien supérieure chez les femmes que chez les hommes dans sept des pays sélectionnés. Il semble donc qu'il y ait une combinaison de disparités au niveau du sexe et de l'âge pour accéder à l'éducation et terminer ses études qui entrave fortement l'entrée des jeunes femmes sur le marché du travail.

Il existe également des inégalités marquées dans le niveau d'instruction au sein des ménages. On trouve encore de notables différences entre le niveau d'instruction des jeunes des ménages les plus riches et des ménages les plus pauvres. Il est essentiel de surmonter les différences d'opportunités en matière d'éducation due à l'argent de façon à promouvoir une croissance et un développement inclusifs et durables dans tous les pays (UNESCO, 2015a, b)

Enfin, il faut également aborder la question des migrants et de leur accès à l'éducation et au marché du travail du pays hôte. D'énormes efforts sont nécessaires pour assurer aux jeunes migrants un accès équitable à l'acquisition des compétences nécessaires pour entrer sur le marché du travail (UNESCO, 2015a, b). L'augmentation des flux de migration économique suscite également le besoin urgent d'envisager « l'internationalisation » des qualifications et des aménagements en matière d'éducation.

4.3.3 L'attention aux facteurs qualitatifs et aux domaines d'études

Ce chapitre repose essentiellement sur des indicateurs quantitatifs. Il est néanmoins essentiel de garder à l'esprit les facteurs qualitatifs qui ont une influence sur le rôle de l'éducation et les résultats sur le marché du travail. Une étude portant sur 11 pays africains a constaté par exemple, que dans tous ces pays, les « déficits au niveau de l'apprentissage », c'est-à-dire la capacité à fournir à tous les étudiants les savoirs nécessaires, les compétences, les compréhensions culturelles et sociales, etc. sont beaucoup

⁶ En se fondant sur l'enquête du BIT sur la transition de l'école vers la vie active (ILO School-to-Work Transition Survey), d'après la définition, les jeunes sont considéré comme ayant effectué la transition s'ils ont un emploi stable, un emploi temporaire satisfaisant ou s'ils sont dans un emploi indépendant satisfaisant.

plus importants que les simples déficits d'accès, c'est-à-dire l'absence de scolarisation universelle (Spaull and Taylor, 2015). Une autre étude a montré que les capacités cognitives de la population sont beaucoup plus liées aux revenus individuels, à la répartition des revenus et à la croissance économique qu'au simple niveau d'instruction. Les auteurs ont constaté que les comparaisons internationales qui intègrent les capacités cognitives montrent dans les pays en développement des lacunes beaucoup plus importantes au niveau des compétences que celles qui proviennent uniquement de la scolarisation et des mesures pour favoriser l'éducation (Hanushek and Woessmann, 2008). La conclusion essentielle à tirer de ces deux exemples est que si l'on se concentre exclusivement sur la scolarisation et le niveau d'études atteint, les déductions risquent d'être erronées.

La qualité et la pertinence du système scolaire national (en termes d'enseignement obligatoire par exemple) auront également une influence importante sur l'impact du niveau d'études sur la situation des personnes sur le marché du travail, et plus généralement sur les avantages liés à l'éducation.

Concernant l'enseignement supérieur, le choix du domaine d'études et sa pertinence sur le marché du travail aura une grande influence sur les avantages liés à l'éducation. Dans l'idéal, il faudrait que la somme des choix individuels du domaine d'études permette d'obtenir une offre de compétences et d'enseignement étroitement alignée sur les demandes de compétences et de formation, de façon à réduire les disparités entre l'offre et la demande. Etant donné qu'il est difficile de prédire les compétences qui seront demandées dans le futur, cet objectif idéal relèvera toujours du défi.

5. Conclusion

Cet aperçu des tendances en matière d'éducation au sein de la main d'œuvre a révélé l'importance du niveau d'instruction pour obtenir des résultats satisfaisants sur le marché du travail. L'éducation n'a pas seulement un effet positif sur l'accès à l'emploi, elle améliore également les chances d'obtenir un emploi de qualité. Il est donc clair que dans les pays où une grande partie de la main d'œuvre n'a pas reçu d'éducation au-delà de l'enseignement primaire, la promotion de l'amélioration du niveau d'instruction devrait rester prioritaire.

Dans certains pays, il semble exister un décalage entre l'offre et la demande de main d'œuvre qualifiée. Lorsque la demande est inférieure à l'offre, il est probable que les niveaux d'instruction élevés ne protègent pas du chômage. Cependant, dans certains contextes nationaux, les personnes les plus éduquées peuvent avoir des attentes plus élevées en matière d'emplois potentiels, et être moins disposées à faire des compromis. Dans d'autres contextes, un niveau d'instruction élevé peut faciliter l'accès à des emplois de meilleure qualité, offrir des salaires plus élevés, de meilleures conditions de travail, des contrats permanents, un emploi à temps plein et d'autres prestations.

Outre ses effets positifs au niveau individuel, l'élévation du niveau d'éducation, conjuguée à une quantité suffisante d'opportunités d'emploi productif, peut avoir également un impact positif au niveau national, en favorisant une croissance économique inclusive et en contribuant à la réduction des inégalités de revenus.

Références

Elder, S. 2015. *What does NEETs mean and why is the concept so easily misinterpreted?*, Work4Youth Technical Brief No. 1 (Geneva, ILO).

Hanushek, E.A.; Woessmann, L. 2008. “The role of cognitive skills in economic development”, in *Journal of Economic Literature*, Vol. 46, No. 3, pp. 607–68.

Holland, D.; Liadze, I; Rienzo, C; Wilkinson, D. 2013. *The relationship between graduates and economic growth across countries*, BIS Research paper No. 110.

Keller, K.R.I. 2010. “How can education policy improve income distribution? An empirical analysis of education stages and measures on income inequality”, in *Journal of Developing Areas*, Vol. 43, No. 2, pp. 51–77.

Organisation internationale du Travail (OIT) 2008 : Conclusions de la CIT sur les aptitudes professionnelles pour stimuler la productivité, la croissance de l’emploi et le développement (Genève, OIT)

Organisation internationale du Travail (OIT) Département des politiques de l’emploi : Tendances mondiales de l’emploi pour les jeunes – 2015. (*Global employment trends for youth 2015: Scaling up investments in decent jobs for youth*) (Genève, OIT)

Organisation internationale du Travail (OIT) 2016 :à paraître *The Global Women’s Trends Report* (Geneva, ILO).

Organisation pour la Coopération et le Développement économiques (OCDE); Statistique Canada. 2000. *La littératie à l’ère de l’information: Rapport final de l’enquête internationale sur la littératie des adultes* (Paris).

Ortiz, L. 2010. “Not the right job, but a secure one: Over-education and temporary employment in France, Italy and Spain”, in *Work, Employment and Society*, Vol. 24, No. 1, pp. 47–64.

Rubb, S. 2003. “Overeducation in the labour market: A comment and re-analysis of a meta-analysis”, in *Economics of Education Review*, Vol. 22, No. 6, pp. 621–29.

Sparreboom, T.; Staneva, A. 2014. *Is education the solution to decent work for youth in developing economies? Identifying qualifications mismatch from 28 school-to-work transition surveys*, Work4Youth Publication Series No. 23 (Geneva, ILO).

Spaull, N.; Taylor, S. 2015. “Access to what? Creating a composite measure of educational quantity and educational quality for 11 African countries”, in *Comparative Education Review*, Vol. 59, No. 1, pp. 133–65.

Organisation des Nations Unies pour l’éducation, la science et la culture (UNESCO). 2012. *Jeunes et compétences : l’éducation au travail*, Rapport mondial de suivi sur l’EPT (Paris).

—. 2015a. *L’éducation pour tous 2000–2015: Progrès et enjeux*, Rapport mondial de suivi sur l’EPT (Paris).

—. 2015b. *Education 2030: Vers une éducation inclusive et équitable de qualité et un apprentissage tout au long de la vie. Aperçu du rapport mondial de suivi de l'EPT Base de données mondiales sur les inégalités dans l'éducation (WIDE)*, document d'orientation 20 (Paris).

Vinod, H.D.; Kaushik, S.K. 2007. "Human capital and economic growth: Evidence from developing countries", in *American Economist*, Vol. 51, No. 1, pp. 29–39.

Annexe

Organisation internationale de normalisation des codes de pays

ISO 3166 – alpha 3

Code	Pays	Code	Pays
ABW	Aruba	COL	Colombie
AFG	Afghanistan	COM	Comores
AGO	Angola	CPV	Cap Vert
AIA	Anguilla	CRI	Costa Rica
ALB	Albanie	CUB	Cuba
AND	Andorre	CUW	Curaçao
ANT	Antilles néerlandaises	CYM	Iles Cayman
ARE	Emirats arabes unis	CYP	Chypre
ARG	Argentine	CZE	République tchèque
ARM	Arménie	DEU	Allemagne
ASM	Samoa américaine	DJI	Djibouti
ATG	Antigua et Barbuda	DMA	Dominique
AUS	Australie	DNK	Danemark
AUT	Autriche	DOM	République dominicaine
AZE	Azerbaïdjan	DZA	Algérie
BDI	Burundi	ECU	Equateur
BEL	Belgique	EGY	Egypte
BEN	Bénin	ERI	Erythrée
BFA	Burkina Faso	ESH	Sahara occidental
BGD	Bangladesh	ESP	Espagne
BGR	Bulgarie	EST	Estonie
BHR	Bahreïn	ETH	Ethiopie
BHS	Bahamas	FIN	Finlande
BIH	Bosnie Herzégovine	FJI	Fiji
BLR	Belarus	FLK	Iles Falkland (Malouines)
BLZ	Belize	FRA	France
BMU	Bermudes	FRO	Iles Féroé
BOL	Bolivie, Etat plurinational de	FSM	Micronésie, Etats fédérés de
BRA	Brésil	GAB	Gabon
BRB	Barbade	GBR	Royaume-Uni
BRN	Brunei Darussalam	GEO	Géorgie
BTN	Bhutan	GGY	Guernesey
BWA	Botswana	GHA	Ghana
CAF	République centrafricaine	GIB	Gibraltar
CAN	Canada	GIN	Guinée
CHA	Iles anglo-normandes	GLP	Guadeloupe
CHE	Suisse	GMB	Gambie
CHL	Chili	GNB	Guinée-Bissau
CHN	Chine	GNQ	Guinée Equatoriale
CIV	Côte d'Ivoire	GRC	Grèce
CMR	Cameroun	GRD	Grenade
COD	Congo, République démocratique du	GRL	Groenland
COG	Congo	GTM	Guatemala
COK	Iles Cook	GUF	Guyane française

Code	Pays
GUM	Guam
GUY	Guyana
HKG	Hong Kong, Chine
HND	Honduras
HRV	Croatie
HTI	Haïti
HUN	Hongrie
IDN	Indonésie
IMN	Ile de Man
IND	Inde
IRL	Irlande
IRN	Iran, République Islamique de
IRQ	Irak
ISL	Islande
ISR	Israël
ITA	Italie
JAM	Jamaïque
JEY	Jersey
JOR	Jordanie
JPN	Japon
KAZ	Kazakhstan
KEN	Kenya
KGZ	Kirghizistan
KHM	Cambodge
KIR	Kiribati
KNA	Saint Christophe et Niévès
KOR	Corée, République de
KOS	Kosovo
KWT	Koweït
LAO	République Démocratique populaire
Lao	
LBN	Liban
LBR	Liberia
LBY	Libye
LCA	Sainte Lucie
LIE	Liechtenstein
LKA	Sri Lanka
LSO	Lesotho
LTU	Lituanie
LUX	Luxembourg
LVA	Lettonie
MAC	Macao, Chine
MAF	Saint Martin (partie française)
MAR	Maroc
MCO	Monaco
MDA	Moldova, République de
MDG	Madagascar
MDV	Maldives
MEX	Mexico
MHL	Iles Marshall
MKD	Macédonie, ex-république
yougoslave de	
MLI	Mali

Code	Pays
MLT	Malte
MMR	Myanmar
MNE	Monténégro
MNG	Mongolie
MNP	Iles Mariannes du Nord
MOZ	Mozambique
MRT	Mauritanie
MSR	Montserrat
MTQ	Martinique
MUS	Maurice
MWI	Malawi
MYS	Malaisie
MYT	Mayotte
NAM	Namibie
NCL	Nouvelle Calédonie
NER	Niger
NFK	Ile Norfolk
NGA	Nigeria
NIC	Nicaragua
NIU	Niue
NLD	Pays-Bas
NOR	Norvège
NPL	Népal
NRU	Nauru
NZL	Nouvelle Zélande
OMN	Oman
PAK	Pakistan
PAN	Panama
PER	Pérou
PHL	Philippines
PLW	Palau
PNG	Papouasie Nouvelle Guinée
POL	Pologne
PRI	Puerto Rico
PRK	Corée, République démocratique
populaire de	
PRT	Portugal
PRY	Paraguay
PSE	Territoire palestinien occupé
PYF	Polynésie française
QAT	Qatar
REU	Réunion
ROU	Roumanie
RUS	Fédération de Russie
RWA	Rwanda
SAU	Arabie saoudite
SDN	Soudan
SEN	Sénégal
SGP	Singapour
SHN	Saint Hélène
SLB	Iles Salomon
SLE	Sierra Leone
SLV	El Salvador

Code	Pays
SMR	San Marin
SOM	Somalie
SPM	Saint Pierre et Miquelon
SRB	Serbie
SSD	Sud Soudan
STP	Sao Tome et Principe
SUR	Surinam
SVK	Slovaquie
SVN	Slovénie
SWE	Suède
SWZ	Swaziland
SXM	Sint Maarten (partie néerlandaise)
SYC	Seychelles
SYR	Syrie République arabe de
TCA	Iles Turques et Caïques
TCD	Tchad
TGO	Togo
THA	Thaïlande
TJK	Tadjikistan
TKL	Tokelau
TKM	Turkménistan
TLS	Timor-Leste
TON	Tonga
TTO	Trinité et Tobago
TUN	Tunisie
TUR	Turquie
TUV	Tuvalu
TWN	Taiwan, Chine
TZA	Tanzanie, République unie de
UGA	Ouganda
UKR	Ukraine
URY	Uruguay
USA	Etats-Unis
UZB	Ouzbékistan
VCT	Saint Vincent et les Grenadines
VEN	Venezuela, République bolivarienne du
VGB	Iles vierges britanniques
VIR	Iles vierges des Etats-Unis
VNM	Viet Nam
VUT	Vanuatu
WLF	Iles Wallis et Fortuna
WSM	Samoa
YEM	Yémen
ZAF	Afrique du Sud
ZMB	Zambie
ZWE	Zimbabwe